

LE MONDE LIBERTAIRE



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

« Dieu pardonne, pas le prolétariat. »

ISSN 0026-9433

N° 1649

du 3 au 9 novembre 2011





Les lecteurs ont sans doute apprécié le silence de la rédaction à propos des primaires des socialistes. C'est vrai qu'on voudrait pas être à leur place. Supposition qu'ils soient élus en 2012, après dix ans de hold up néolibéraux commis en toute impunité par une association de malfaiteurs méritant plus le nom de repris de justice que de représentants du peuple, il leur restera tout juste les yeux pour pleurer. Avec les trous et autres endettements, il va leur falloir continuer à prendre tout plein de mesures fiscales et antisociales parfaitement impopulaires. C'est la coutume en Franchouillie, qu'en période d'« alternance », la gauche se mange les dégâts du précédent pillage droitier. Il va en falloir des titatas pour faire passer l'amère pilule, il va en falloir des complaisances centralo-syndicales. Mais, on le sait, ils y arriveront et la place sera bien propre quand les réacs, par la grâce de la prétendue démocratie représentative et du formatages des cerveaux, siffleront, dans cinq ou dix ans, la fin de la récréation. On va pas les plaindre, ces réformistes timorés, ces socio-traitres comme on disait encore il y a peu. La soupe leur semble bonne à laper tout comme à leurs concurrents sortis des mêmes écoles. Même goût prononcé pour les passe-droits et les faveurs galantes, même absence de programme (ou plutôt un seul: moi moi moi), même ambition égoïste, même déni de la lutte des classes, même abandon de toute justice sociale, même complaisante servilité devant le Médef, les puissances financières, bancaires, multinationales, même aveugle foi bigotte dans un capitalisme voyou considéré comme « fin de l'histoire », même surréaliste confiance en la divine croissance, même regards pudiquement détournés devant les violeurs et les assassins de la Nature, cette belle et bonne fille qui ne peut donner que ce qu'elle a et qui n'en peut plus. Sombre période en perspective. Plus que jamais, à n'en pas douter, les anarchistes préféreront – au pèlerinage quinquennal à Sainte-Mairie-de-mes-deux-urnes – s'investir quotidiennement dans les luttes, les réalisations autogérées, l'occupation de la rue, pour patiemment bâtir une société sans pouvoirs, fédérative et libertaire.

Actualité

- La lutte, c'est rébarbatif, mais impératif**, par J.-P. Levaray, page 3
116 emplois menacés à Hélio Corbeil, par Jean-Louis, page 4
Météo syndicale, par T. Impétueux, page 5
Chronique néphrétique, page 5
Des brèves, un strip, page 6
Accès à l'IVG: encore du chemin à faire, par P. Schindler, page 7
Rennes sous un soleil antinucléaire, par Stef@, page 8
Vers l'autogestion de l'énergie, par Fédération anarchiste, page 9
La dette, c'est le vol, par Fédération anarchiste, page 10
Sur la prostitution à Belleville, par F. Le Roux, page 11

International

- Israël-Palestine: considérations**, par P. Sommermeyer, page 12
Europe, Afrique: ça branle dans le manche, par S. Pillias, page 14
L'Espagne, encore et toujours en lutte, par R. Pino, page 15

Potkinisme

- Gladiateurs de l'ère nucléaire**, par N. Potkine, page 16

Histoire

- Répression de l'anarchisme en Russie**, par E. Vilain, page 17

À lire, à voir

- Situationnisme moderne**, par A. Bernard, page 18
Auriez-vous crié « Heil Hitler! »?, par Macnovic, page 19
Courbet rencontre Proudhon, par P. Schindler, page 20

Mouvement

- Salon du livre libertaire de Florence**, par A. Dropsy, page 21
Jean-Bernard Pouy boit du rouge, par G. Goutte, page 21
Radio libertaire, page 22
Agenda, page 23

Tarifs

France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris – France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Lutter, toujours lutter

L'actualité sociale au portillon



« Si tu pouvais écrire ton article un peu plus rapidement que d'habitude, parce que avec le trentième anniversaire de Radio libertaire, on est un peu occupés. » Et moi, confiant, je dis qu'il n'y a pas de problème. Sauf que l'actualité sociale se bouscule au portillon. Alors que PSA annonce 5 000 licenciements boursiers en Europe, dans ma région (Normandie) c'est pas triste non plus : annonce de la fermeture de la papeterie M-Real d'Alizay (330 licenciements), et dans la foulée, annonce de 120 suppressions d'emplois, en attendant la fermeture totale, à la raffinerie Petroplus de Grand-Couronne.

Y a pas à dire mais les plans de restructuration continuent, même si c'est devenu banal et que ça ne fait plus la une des journaux.

Si, depuis quelques temps, un nombre croissant de personnes se prononcent contre l'industrialisme et pour la fin de l'industrialisation, les patrons, du moins pour l'Europe, vont plus vite qu'eux et toute l'industrie lourde ferme ses usines de plus en plus rapidement. Dans les années 1970, l'industrie manufacturière représentait 30 % de l'emploi salarié, contre 11 % aujourd'hui. Et ce n'est pas fini.

Du coup, ce matin (26 octobre), on était un vrai paquet à bloquer dès 6h30 une des

entrées stratégiques de la zone industrielle rouennaise. Comme au bon vieux temps. Il y avait les copains des deux boîtes menacées¹ mais aussi ceux de Saipol (fabriquant de Diester), qui sont en grève depuis vingt-deux jours et à 100 % pour obtenir de meilleures conditions de travail et une prime de 2000 euros. Comme quoi, les luttes sont toujours à l'ordre du jour.

Ce qui m'amène à vous causer des salariés de Goodyear d'Amiens.

L'affaire ne date pas d'hier, mais s'éternise depuis 2007. Suite à un projet de fusion entre les deux usines d'Amiens (Dunlop et Goodyear) juste séparées par un grillage, la direction annonce la suppression de 400 à 500 emplois dans un premier temps et l'application d'un régime de travail en 4X8, ce dont les salariés ne veulent absolument pas. Après des réunions houleuses, la direction impose un référendum aux salariés qui répondent par la grève.

S'en suivent de nouvelles réunions. Un nouveau référendum est proposé et là, 80 % du personnel posté se prononce contre le roulement en 4X8.

Ça n'est pas du goût de la direction qui porte plainte mais qui est mise en échec.

En 2008, la direction s'en prend à Mickaël Wamen, secrétaire du syndicat CGT, particulièrement combatif et grande gueule sympathique, et demande des sanctions disciplinaires. Cette menace ne fait même pas peur et, en plus, c'est Mickaël qui gagne.

En même temps, profitant de la crise, Goodyear annonce une nouvelle restructuration avec cette fois-ci la fin des emplois dans le pneumatique « tourisme », soit 817 emplois menacés et la reprise par un autre géant du pneumatique, Titan. « Depuis, dit Mickaël, grâce à une lutte sans faille, pas un seul salarié n'a perdu son emploi. Nous avons gagné tous nos jugements et, socialement, les Goodyear ont toujours su se mobiliser à chaque grand rendez-vous. À chaque fois que nous avons dû nous déplacer devant les tribunaux de Nanterre, nous l'avons fait, accompagnés de centaines de salariés motivés à bien se battre jusqu'au bout. »

La direction Goodyear est de plus en plus agacée. Quoi, on tient tête au leader mondial du pneumatique ?

La direction n'hésite pas à donner des coups bas, et se trouve même des alliés.

Le 8 septembre dernier, lors d'un comité central d'entreprise (CCE), le ton monte entre CGT et CGC. Deux élus du syndicat des cadres déposent alors plainte pour insultes et

menaces. La direction n'en demande pas tant. Et, suite à la plainte, quatre délégués syndicaux CGT (dont Mickaël) sont convoqués par la direction pour des entretiens préalables à d'éventuels licenciements. «Ce que nous inflige une nouvelle fois la direction Goodyear est une preuve supplémentaire de l'impuissance totale de ce groupe à obtenir satisfaction sur son projet morbide. La direction sait plus que jamais que son énième projet va exploser devant les tribunaux mais pour autant elle n'a pas le droit de sanctionner sans aucune preuve des militants CGT qui ne font que leur travail.»

Le jour de la convocation, une manifestation et des grèves ont lieu pour soutenir les 4 délégués.

En plus, on ne vire pas des élus syndicaux comme ça : l'inspection du travail vient d'ailleurs d'invalider la plainte. La CGT-Goodyear réplique également par d'autres plaintes contre la direction (pour harcèlement moral) et la CGC pour diffamation et manipulation...

Cerise sur le gâteau, le tribunal de Nanterre vient de retoquer Goodyear sur le nouveau plan de sauvegarde de l'emploi

ainsi que sur l'éventuelle reprise par Titan.

Et ce n'est pas tout, ces syndicalistes sont sur tous les fronts, en effet «depuis que nous avons découvert (suite à un article paru dans Que Choisir?) que les composants utilisés pour produire les pneumatiques de notre marque contenaient des produits hautement cancérigènes, nous avons décidé d'attaquer le groupe pour non respect de ses obligations.»

Et, là encore, la justice leur donne raison. La direction de Goodyear vient de nouveau d'être condamnée (19 octobre) à verser au global 50 750 euros d'amende et 22 000 euros au syndicat CGT (cette somme sera reversée intégralement à l'association des salariés et ex-salariés exposés).

Etre sur le terrain juridique ne marche qu'un temps et on est en droit de penser que si le conflit ne dépasse pas le cadre de l'usine, Goodyear arrivera à ses fins, pourtant comme l'affirme encore Mickaël : «Nous serons encore de Goodyear en 2012 et au-delà. Qui aurait mis un euro sur la table il y a 4 ans en pariant sur le fait que nous serions encore tous ici présents? (...) Regardez ce qu'il se passe avec les Conti, moins de 200 sur les

1 130 ont retrouvé un CDI et avec des droits et rémunérations divisés par deux bien souvent. Voilà ce que la direction veut faire de nous.»

On le voit, leur détermination reste sans faille, agace de plus en plus une direction à la dérive et va même bien au-delà des simples frontières de Goodyear Amiens Nord. Ce combat est sans doute unique au monde. Ce groupe qui réalise des bénéfices colossaux est ridiculisé par des salariés déterminés et courageux. C'est une lutte emblématique qui devrait donner des idées à d'autres.

Jean-Pierre Levaray

1. Les salariés de Saipol, après vingt-deux jours de grève, viennent de reconduire pour une semaine leur mouvement, ceux de Petroplus, eux, viennent de voter l'arrêt de production.

Imprimerie Hélio Corbeil

116 emplois menacés, à moins que l'autogestion ne pointe son nez

L'IMPRIMERIE HÉLIO CORBEIL a été créée en 1794. En 1899, 500 ouvriers font tourner l'imprimerie, déjà équipée de quatre presses rotatives en couleur, d'un atelier de brochage et de photogravure.

La première partie du xx^e siècle a vu passer les plus gros titres de la presse nationale : Paris-Match, Elle, Art et décoration, Télé 7 jours, Confidences, Mickey.

En 1961, plus de 2000 ouvriers fréquentent les différents ateliers de l'imprimerie, qui dispose notamment d'un centre d'apprentissage agréé par l'Éducation nationale. Dans les années soixante-dix, l'imprimerie va subir de plein fouet la crise nationale de l'imprimerie orchestrée par de grands groupes financiers. Des quelques 1900 employés en 1969, l'entreprise va perdre près de 900 emplois en 1979. En 1998, l'imprimerie corbeil-essennoise deviendra une filiale du groupe Hachette. Quebecor, le numéro un mondial de l'impression, a repris Hélio Corbeil au groupe Hachette, en signant

un juteux contrat et s'est engagé à imprimer pendant dix ans l'éditeur Hachette. En contre-partie, Hachette versera 400 millions de dollars (environ 289 millions d'euros) pour ce service. Et de plan de licenciement en plan de licenciement (eux ils appellent ça des plans sociaux), on est passé de 1000 employés en 1979 à 116 aujourd'hui.

Aujourd'hui, Quebecor – devenu Circle Printers – est en redressement judiciaire. Les 116 employés du site de Corbeil-Essonne sont menacés. L'audience du tribunal de commerce de Meaux, qui devait statuer sur son sort le 6 octobre 2011, a donné vingt jours aux salariés de l'imprimerie pour présenter un dossier de reprise via une coopérative ouvrière de production (scop), proposée par la CGT.

Les salariés d'Hélio Corbeil, qui ont encore besoin de temps pour étudier la viabilité de leur projet de scop, souhaitent convaincre les juges de leur accorder un nouveau délai, et de convaincre les pouvoirs

publics de racheter les terrains de l'imprimerie. La contribution pourrait alors être abordable pour les salariés de Corbeil.

Les critères que retiennent les juges pour valider ce projet sont la charge de travail, l'équilibre des comptes et l'existence de trésorerie. Selon les syndicats, seule la trésorerie pose problème, mais les éditeurs se sont engagés à réduire les délais de paiement, voire à leur accorder des avances.

Mais la spéculation immobilière pourrait contrecarrer le projet. Les terrains sur lesquels sont implantés l'imprimerie sont désormais la propriété des administrateurs judiciaires, et leurs valeurs représentent environ neuf millions d'euros. Et cela intéresse fortement la mairie de Corbeil. Affaire à suivre...

Jean-Louis

Groupe Gaston-Leval
de la Fédération anarchiste

Météo syndicale



DANS L'ENFER (dans tous les sens du terme) des pré-exercices parlementaires en vue de l'élection présidentielle, ça cause pas beaucoup du syndicalisme. Oui, c'est vrai, on l'a déjà dit au sujet des primaires socialistes. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que ça ne s'améliore pas. Force Ouvrière déclare que ce n'est pas au monde du travail à cracher au bassinet pour la dette... La CFDT mène des combats spécifiques pour une organisation syndicaliste (sic). Sur le paysage des boutiques confédérales, c'est le nec plus ultra.

Une autre fois est coutume, la CGT fait des éclats tous azimuts, dans moult lieux de l'Hexagone. Sur ce qui reste de la presse parisienne, ils bloquent, toutes tendances confédérations, les journaux quotidiens qui envisagent de passer entièrement à la version internet (*France Soir* pour l'instant, mais d'autres piaffent). Bon, c'est chouette de foutre des journaux sur le pavé, mais quid des négociations pour l'avenir? Celui-ci ne semble pas rose. Entre dissensions internes et concurrence de fait avec les journalistes, le patronat de presse, qu'elle soit hexagonale, parisienne ou provinciale, peut se monter inflexible. Le VII^e congrès à Montreuil de la Filpac CGT (Livre-Papier-Communication) courant novembre, a pour mot d'ordre central «le parti pris de l'avenir». Vœu pieux, chant du cygne ou mort annoncée? On verra bien, mais l'optimisme n'est pas palpable chez les continuateurs de la Fédération française des travailleurs du Livre. On verra bien ce que l'avenir nous réserve...

Sitting Bull

1. Jugez de l'œcuménisme syndical (à la fois en interne et pour l'apparence extérieure): Comité inter CGT, SNJ-CGT et SGLCE ont été reçus par le patronat. Mais il y aussi résultat de «secousses telluriques» de ce qui reste des ouvriers du Livre, le syndicat des correcteurs et le syndicat des rotativistes de presse... L'unité syndicale dans les métiers graphiques a de beaux nuages noirs qui obscurcissent le paysage!

Chronique néphrétique

S'ADRESSER À TOUS. Bien sûr, c'est un objectif irréaliste, car nous n'atteindrons pas tout le monde. Mais, c'est avant tout une démarche: une attitude à adopter, à travailler, des formes et des contenus à peaufiner, à ajuster. Pour que nos idées quittent leur microcosme. S'adresser à tous, pour quoi faire?

Pour convaincre? De quoi? On nous demande des réponses, des recettes, des solutions. En avons-nous? Devons-nous même en avoir? Les formuler, creuse un fossé, la plupart du temps, entre nous et ceux qui les demandent. «Irréaliste», «utopique», «mais la nature humaine...», «c'est à l'échelle mondiale qu'il...», etc.

J'en ai ma dose de ces discussions! J'en ai eu des centaines, et je ne suis même pas sûr d'avoir convaincu quelqu'un en trente ans... Personne n'aime les donneurs de leçons. Et puis ceux qui ont des certitudes risquent d'être les premiers fossoyeurs des mouvements à venir. Parce que ces mouvements n'entrent pas dans leurs schémas préétablis. Les dogmes en la matière sont gage de répressions futures. Et je suis heureux d'en avoir pris conscience avant que cela ne bouge! Des principes, oui, et même de l'intransigeance sur les principes, mais des réponses? On les trouvera ensemble. Et commençons par les questions: posons-nous les ensemble. À partir de faits énoncés. Avec empathie. Ensemble, cela veut dire avec tous ceux qui ne sont pas nous...

Si nous pensons qu'il est possible à des groupes humains de décider de leur avenir, de faire des choix économiques, politiques en conscience...

Si nous pensons que la somme des savoirs, des expériences, des pratiques, des techniques, des découvertes et inventions humaines présentes et à-venir peut résoudre les problèmes qui se posent à l'humanité...

Si nous pensons que ces groupes humains ont la capacité de peser les arguments, d'évoluer dans le débat, de modifier leurs opinions (sans amour-propre mal placé si c'est pour le bien-être collectif), et surtout de dépasser leurs intérêts strictement personnels...

Alors, agissons-en conséquence: c'est la forme que doit prendre notre propagande. La propagande par le fait, et le fait en accord avec les principes, et ce ne sera plus de la propagande. Ce qui lui permettra de devenir audible, visible et d'avoir un impact. Voilà une alternative en acte! Un exemple? Prenez le

journal que vous avez dans les mains. Donnez la parole à ceux qui ne l'ont pas, des unes avec des têtes d'inconnus, «Robert, cheminot: votre train va dérailler...», «Nadège, ouvrière: on fabrique de la camelote et vous en redemandez!». Un journal qui reflète la vie, le quotidien qui épuise, qui scandalise, la vie des gens «normaux» (et tant mieux s'il y a plusieurs normes), les luttes menées par nous ou d'autres, même infimes, toutes les fois où les têtes se relèvent, où les échinés ne plient plus. Sortir de nos thèmes rabâchés. S'emparer des faits qui parsèment notre vie au boulot, celles de nos enfants, ce que nous voyons sur la route, au supermarché, à l'hôpital, à la maison de retraite, les difficultés pour trouver un médecin, l'avenir de la cantine scolaire, le monde associatif, et rattacher intelligemment tout cela à une analyse plus globale. Et, autour de nous, déceler tout ce qui est en germe du nouveau monde, les formes mêmes minimales d'auto-organisation, les découvertes scientifiques qui changent la donne, les faits politiques qui dévoilent la réalité du système... Des reportages un peu comme, pour ceux qui l'ont connu, le vieux *Libération* qui érigeait le fait divers en fait politique. Un courrier des lecteurs aussi, l'interactivité commence par là. Et justement! Olivier «lecteur assidu» nous écrit: «Je ne suis pas mexicain. Culturellement, la mort n'est pas une fête pour moi, même si je sais qu'elle fait partie du processus de vie. Je ne cesse pas de m'énerver devant les crânes, squelettes qui apparaissent régulièrement dans l'imagerie anarchiste. Au delà du fait qu'il me paraît contre-productif de placer un squelette (même avec toutes ses dents) pour promouvoir Radio libertaire (morte-vivante? Cadavre en sursis?), je préférerais que nous laissions les images mortifères, les crânes, les squelettes à nos ennemis qui se chargent bien d'en produire par milliers, par millions parfois lors des tueries mondiales. J'ai souvenir de légionnaires qui arborait la tête de mort comme insigne... Je connais aussi la symbolique pirate et la théorisation anarchisante qui en a été faite, mais n'ayant pas le pied marin, le Black Pearl ne m'intéresse pas (d'ailleurs il est maudit). Plus sérieusement, à quelles images associerons-nous alors les massacres des dictatures, les génocides et autres charniers? Le mépris de la vie des affameurs de peuples, marchands d'armes et pollueurs qui «gèrent» le monde nous scandalise? Affichons-nous clairement, visuellement, du côté opposé! Sinon, continuons allégrement de parasiter notre discours, mais ne nous étonnons pas qu'il n'atteigne pas son objectif, nous l'avons explosé en vol, nous-même, dès le départ.»

Rodkol

Brèves de combat

Avec l'UMP, tous les coups sont permis

Le gouvernement souhaite réduire le montant des indemnités pour arrêt maladie, mesure prévue dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2012, au grand dam des syndicats et des associations de patients. Alors que de l'argent il y en a : dans les poches du patronat...

Arrêtez le massacre !

La Droite populaire veut réserver l'allocation de solidarité aux personnes âgées, aux « Français, Européens et ressortissants étrangers ayant combattu pour la France », via un amendement, cosigné par 67 députés au projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2012.

Chômage en France : le tsunami

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité en France métropolitaine a nettement progressé en septembre (+0,9 %). Il s'élève à 2,780 millions de personnes, soit 26 000 demandeurs d'emploi de plus. La France compte désormais 4,4 millions de chômeurs, un niveau jamais vu depuis près de douze ans...

Les policiers municipaux bientôt armés ?

Un député UMP a fait une proposition de loi pour rendre obligatoire le port d'une arme pour tout policier municipal dans l'exercice de ses fonctions. Et pourquoi pas un quota de bavures inclus ?

CRA de Vincennes

Témoignage de Nader, détenu au CRA de Vincennes : « Mon nom c'est Nader. À l'intérieur, chaque jour, ils mangent le métal. Il y a un Égyptien qui a mangé du métal trois fois. Quant à moi, un policier m'a frappé aux jambes. Il y a trois jours, j'ai déjà appelé le Samu, j'ai appelé les pompiers. Ils sont venus là, mais la police ne les a pas laissés rentrer. » On se doute de la raison...

Déficit sanitaire en prison

L'Institut national de veille sanitaire estime que la prévention des infections en prison est insuffisante. Le taux de prévalence du VIH est entre deux et quatre fois supérieur en prison qu'à l'extérieur (entre cinq et huit fois pour l'hépatite).

Pas trop tôt !

Trois magistrats de la juridiction financière contrôlent, depuis plusieurs semaines, la comptabilité et de nombreux documents relatifs à la gestion passée de l'ex-Sonacotra qui gère 70 500 logements destinés aux travailleurs migrants et aux personnes en insertion. On a hâte de connaître leurs conclusions, si elles sont publiées...

Ras le voile !

La cour d'appel de Versailles vient de décider que l'interdiction du port de signes religieux dans le règlement d'une crèche privée est licite.

Le genre au rencart ?

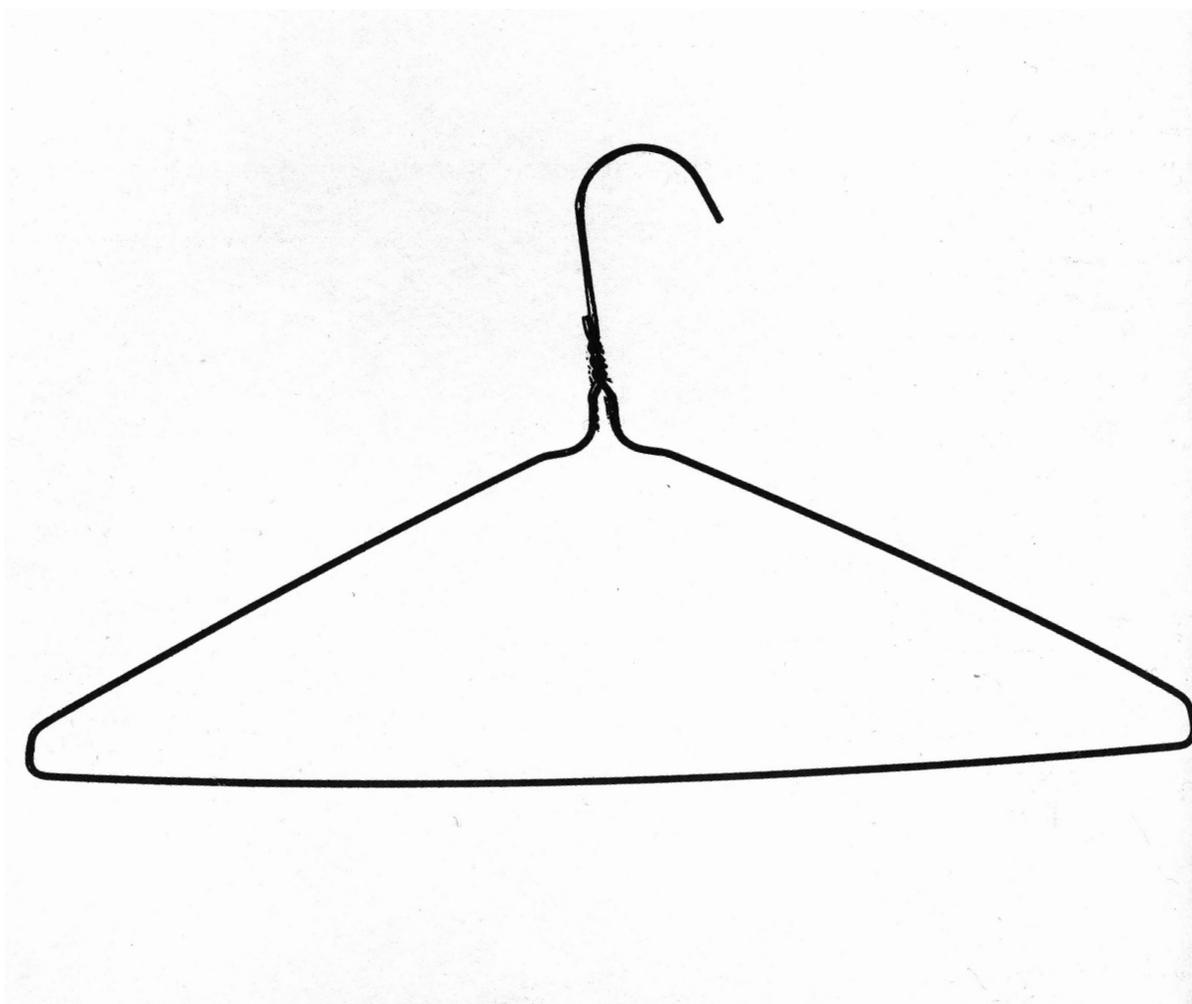
Après le débat sur les manuels scolaires autour des références liées à la théorie du genre, le député UMP de la Drôme veut obtenir l'assurance du ministre de l'Éducation que les examens de sciences de la vie et de la terre des classes de première ne comporteront pas de questions liées à la théorie du genre. Des associations catholiques et 98 sénateurs UMP avaient aussi demandé, début septembre, le retrait des manuels scolaires de sciences de la vie et de la terre pour les mêmes raisons. À l'inverse, un collectif, comprenant notamment un sociologue, un philosophe, un généticien, un anthropologue ou encore un biologiste, a défendu mi-septembre l'enseignement du genre à l'école et a estimé « qu'il n'appartenait pas aux politiques de dire la vérité scientifique. » Ni aux curés !

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



L'accès à l'IVG

en question encore et toujours



LA MUTUELLE NATIONALE DES ÉTUDIANTS (LMDE) et la Mutuelle générale de l'Éducation nationale (MGEN) lancent un appel aux pouvoirs publics pour les alerter sur la pauvreté des moyens mis à disposition des femmes en matière de contraception et d'avortement. Soutenu par le Collège national des gynécologues et obstétriciens français et la Fédération nationale des collèges de gynécologie médicale, cet appel a été signé par plusieurs personnalités publiques.

Les deux mutuelles déplorent notamment que « de trop nombreux centres de planification ferment, mais aussi que les IVG concernent de plus en plus les jeunes filles, tandis que l'assurance-maladie prend insuffisamment en charge les contraceptifs et que l'éducation sexuelle n'est que trop rarement enseignée à l'école. » En effet, selon les dernières données fiables, on compte encore 15 000 IVG par an chez les mineures et 100 000 chez les moins de 25 ans, un chiffre effarant qui souligne la carence de l'information sur la contraception et l'avortement auprès des jeunes filles, tandis que les politiques hésitent à mettre dans

leur programme électoraux la gratuité et la confidentialité pour la contraception, qui devraient être une évidence.

Pour en revenir à la LMDE et à la MGEN, les deux mutuelles demandent aux pouvoirs publics de « développer des programmes de prévention à tous les âges de la vie ». Elles souhaitent également obtenir « la garantie d'un suivi gynécologique à toutes les femmes, grâce à la présence de praticiens assurant ce suivi sur tout le territoire sans dépassement d'honoraires ou l'organisation de consultations gratuites ». Nous avons, en effet, déjà abordé ce sujet dans un précédent article du *Monde libertaire* et une camarade de la Fédération anarchiste nous avait confié, anonymement, avoir dû dépenser plus de 500 euros non-remboursés, pour n'avoir pu obtenir de rendez-vous dans les circuits dédiés, aujourd'hui dépassés par la demande.

Nous, militants d'organisations révolutionnaires et d'associations, ne répéterons jamais assez que trente-cinq ans après la loi Veil, l'accès à l'IVG et à la contraception est plus que problématique. Sans compter

l'acharnement des groupes anti-IVG, tel SOS Tout-Petit qui s'essaie régulièrement à semer la terreur – tout en étant protégé par les flics – pour empêcher et dissuader les jeunes filles d'avorter. Pour sa part, le sondage MGEN-LMDE réalisé par Opinion Way souligne encore qu'une femme sur cinq ne bénéficie d'aucun suivi gynécologique régulier. Les trois quarts des femmes âgées de 16 à 60 ans (et les deux tiers de l'échantillon représentatif) sont sous contraceptif, la pilule pour près de la moitié d'entre elles. Elles n'utilisent, dans leur très grande majorité, qu'un seul moyen de contraceptif. Tout reste donc encore à faire, à commencer par se remobiliser devant les centres du planning familial et les rares hôpitaux pratiquant encore l'IVG pour virer ces intégristes rétrogrades et sexistes. Reprenons la rue !

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Quand les **antinucléaires** battent le pavé rennais

Stef@

Groupe Vannes-Lorient
de la Fédération anarchiste

LA MANIFESTATION ANTINUCLÉAIRE de Rennes, samedi 15 octobre, a réuni 20 000 personnes déterminées mais joyeuses sous un soleil généreux. La foule avait commencé à s'agglomérer au mail François-Mitterrand dès midi, où des boissons et restaurations bios, végétariennes, végétaliennes ou carnées étaient proposées. Des toilettes sèches avaient été installées. Les stands de collectifs, associations écolos mais aussi politiques permettaient à tout un chacun de trouver des informations alternatives ou à vocation révolutionnaire et, inévitablement, libertaire ! Après des prises de paroles relatant les enjeux en cours, est intervenu le clown atomique Jean Kergrist dans son rôle de sous-secrétaire d'Etat chargé de faire la promotion du nucléaire, déclenchant l'hilarité chez ses auditeurs et auditrices. Le défilé s'est ensuite mis en marche sur un parcours de trois kilomètres dans les rues de Rennes. Banderoles, pancartes, groupes de percussionnistes ont dynamisé la foule. Il y avait un étonnant contraste entre le défilé revendicatif et les consommateurs et consommatrices des commerces du centre-ville saisis par leur fièvre acheteuse. On ne commentera pas plus !

Le cortège – ouvert par la banderole : « *Le nucléaire, c'est le capitalisme : arrêt immédiat.* » – initié dans une démarche unitaire par les organisations libertaires, la CNT et le Collectif radicalement antinucléaire de Caen, a rassemblé un bon millier de personnes, certains disent le double. Grâce à un pot commun, les organisations anarchistes (Fédération anarchiste, Réseau No Pasaran, Organisation communiste libertaire, Offensive libertaire et sociale) ont ainsi « offert » à la tendance « sortie immédiate du nucléaire » les moyens de s'exprimer : une gigantesque banderole sans nom d'organisations et un camion, porteur de la puissante sono prêtée par la Fédération anarchiste. Evidemment, de multiples banderoles aux messages à la fois anticapitalistes et antinucléaires avaient été confectionnées spontanément et souvent de manière imaginative. À noter qu'Alternative libertaire avait choisi de sortir de l'initiative... Durant le défilé, quelques dizaines de

personnes ont tagué des vitrines de magasins, représentations par excellence du capitalisme : agences immobilières, banques, ont ainsi eu un peu plus d'éclat grâce à de fraîches couleurs. Ces actions ont été perçues de manière controversées : certains trouvaient que ce n'était pas le lieu dans une manifestation « pépère » et « bon enfant », d'autres que le moment n'était pas propice (c'est-à-dire sans encore de véritable assise populaire), d'autres enfin ont apprécié. En tout cas, les partisans de la croissance devraient se réjouir : les entreprises de nettoyage vont avoir de l'ouvrage. C'est bon pour l'emploi !

Au total, près de 20 000 manifestants à Rennes, 25 000 dans toute la France.

Faut-il se féliciter ?

Comparé aux cinq grandes manifestations anti-EPR de 2007, initiées à l'époque par le réseau Sortir du nucléaire, la mobilisation est en retrait : la mobilisation avait rassemblé plus de 30 000 personnes à Rennes et autour de 65 000 dans toute la France. Mais peut-on parler de recul ?

À la suite des graves problèmes internes au réseau Sortir du nucléaire en 2010, le mouvement antinucléaire a semblé figé. L'organisation du 15 octobre 2011 à Rennes est l'œuvre de la Coordination antinucléaire Ouest, laquelle rassemble des collectifs, organisations et partis politiques de Bretagne, Basse-Normandie et Pays-de-Loire. Formée juste après la catastrophe de Fukushima où le danger perdure toujours, cette coordination, émanation de collectifs de base, n'a que quelques mois d'existence. Son dynamisme a rejailli et d'autres régions se sont saisies de cette date du 15 octobre pour mobiliser localement, certaines très tardivement (ce qui explique que par endroits il n'y ait eu que quelques centaines de manifestants). Vu sous cet angle, alors qu'on aurait pu craindre le mouvement avec les reins brisés, la mobilisation est plutôt une réussite.

Les opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes étaient logiquement présents, tant les problèmes environnementaux



et sociaux sont liés, font face à la même logique, celle déployée de concert par l'Etat et les multinationales qui se partagent le marché, en ravageant la planète. À ce sujet, le groupe Vinci est particulièrement impliqué. Les indépendantistes de Breizhistance avaient déployé une gigantesque banderole inratable au-dessus de la Vilaine, osant la référence « Plogoff = Notre-Dame-des-Landes : Non à l'aéroport », réalisant un pont dans l'Histoire des luttes locales.

Revenons sur la démarche libertaire unitaire. Initiée par le groupe libertaire de Vannes (affilié à la Fédération anarchiste), une réunion préparatoire pour un travail en commun a permis d'organiser un cortège, non d'organisations anarchistes, sur une base idéologique, mais plus large, sur la double revendication : contre le capitalisme et pour l'arrêt immédiat du nucléaire, qui permet aux antinucléaires non libertaires mais qui veulent un changement de société, de s'y retrouver. La formulation « arrêt immédiat » est un mot « obus », comme peut l'être la

«décroissance», visant à provoquer un «électrochoc» (!) dans l'opinion, prouvant que la sortie du nucléaire, si elle implique des considérations techniques, est inévitablement politique. La sortie immédiate s'appuie conjointement sur la nécessité d'éviter un accident majeur irréversible, mais cette «immédiateté» dépend de la prise de conscience des différentes composantes de la société, sur ce qu'il faut limiter comme consommation d'énergies pour pouvoir la réaliser. Même si elle est sans doute techniquement possible, sans réduire la consommation d'électricité, en ayant recours bien davantage aux énergies fossiles, somme toutes moins dangereuses à court terme qu'une catastrophe atomique, elle pose inévitablement la question de ce qui doit être produit, pour qui et comment se prennent les décisions: gouvernement ou autogestion? Centralisme ou fédéralisme? Marché ou autogestion? Productivisme ou décroissance

et satisfaction des besoins sociaux? Cette notion de besoins devant être discutée à partir d'informations fiables sur les implications écologiques et sociales de la production...

La revendication de l'immédiateté a aussi la vertu de déconnecter la lutte de l'attente d'un changement de personnel par les élections qui appliquerait les bonnes décisions... comme si c'était possible dans le cadre d'un État «démocratique» imbriqué dans l'économie globalisée et ses institutions! Elle dépend donc d'un rapport de force populaire, encore à construire.

Ainsi, les organisations libertaires et le syndicat CNT qui ont accepté cette démarche unitaire, se sont mises au service d'un tel mouvement, sans s'effacer mais comme forces de proposition. En ce sens, des militants et militantes de la Fédération anarchiste de Bretagne se sont investis pleinement dans la préparation de cette journée et des compagnons et compagnes de Caen, Poitiers, Paris,

de l'Aisne ont fait le déplacement, ainsi qu'une émission de Radio libertaire.

Définir des perspectives

Le dimanche 13 novembre, un forum de discussion est planifié à Rennes, à la maison des associations (Cours des Alliés), sur les objectifs et moyens dont pourrait se doter le mouvement antinucléaire.

Du mardi 22 au jeudi 24 novembre, est organisé un camp, lieu de débats et de vie collective, à Valognes (Manche) servant aussi de base pour une intervention contre un convoi de déchets radioactifs par train Castor en partance vers l'Allemagne. Il s'agit pour les initiateurs de ce camp de s'inspirer des mobilisations allemandes mais aussi de s'en prendre au maillon le plus faible de la filière nucléaire: l'accumulation et la circulation de déchets hyper dangereux et dont nul ne sait que faire.

S.

Pour l'autogestion de l'énergie

Contre le nucléaire

LA QUESTION DE LA PRODUCTION et de l'accès à l'énergie est un enjeu essentiel pour le capitalisme globalisé, pour les États modernes autant que pour les collectivités humaines. L'épuisement annoncé des énergies fossiles et nucléaires, les évolutions technologiques, la pression exercée par la catastrophe écologique de l'effet de serre, la nécessité de décroissance de la consommation, les évolutions politiques des États qui régionalisent dans une optique économique libérale, la fin des monopoles d'État du secteur énergétique... amènent une situation nouvelle sur ces questions. En France, la privatisation forcée des compagnies EDF, GDF et RTE, les aides octroyées par l'État, la marche forcée de l'Europe vers un bouquet énergétique sans dégagement de CO₂, le potentiel de déconcentration des productions énergétiques... encouragent la spéculation qui fait de la production des énergies renouvelables un nouveau filon grâce à l'instauration de la taxe carbone. Petits producteurs ou firmes multinationales, pétrolières ou nucléocrates, françaises ou étrangères, tout ce petit monde transforme le rêve de l'énergie naturelle gratuite des premiers mouvements écologistes en nouvel eldorado spéculatif et politiquement correct. Le vent, le soleil, le méthane, ne sont plus gratuits. On encourage les particuliers à alléger leurs propres crédits en produisant et revendant de l'énergie renouvelable. Chacun, à la plus petite échelle, est donc encouragé à spéculer sur une énergie pourtant patrimoine de l'humanité, au même titre que l'eau: il s'agit là d'une véritable mar-

chandisation de ce qui est un bien commun et inaliénable. Cette évolution contradictoire sur les énergies renouvelables doit être l'opportunité d'innover politiquement en faveur d'une production énergétique sans nucléaire, non polluante, déconcentrée, accessible à tous et autogérée sous la forme d'un service public où usagers (individus et collectivités) et travailleurs de ces filières seraient associés. Déjà, outre le secteur de l'eau, on voit des collectivités s'organiser en régies pour produire une partie au moins de l'énergie consommée. De nombreuses associations œuvrent en faveur d'une production d'énergie décentralisée, au plus près des lieux de consommation, et l'opinion publique semble sensible à ces questions qui sont autant politiques que techniques. L'autonomie semble être un objectif en matière de production et de consommation d'énergies, mais elle n'est pas toujours possible, ni souhaitable. Outre que les conditions climatiques rendent les collectivités humaines inégales, l'autogestion ne peut pas s'exprimer autrement qu'à travers la solidarité, la complémentarité, et à un niveau de production qui permette d'apporter des réponses collectives d'échelle, sans interdire les réponses techniques à petite échelle. On peut produire localement, sans État qui centralise et contrôle et sans patrons qui s'approprient ce qui nous appartient, mais il faut aussi construire et fournir un réseau solidaire de dimension régionale voire au-delà. Le réseau privatisé Réseau transport d'électricité peut ainsi devenir le réseau de service public d'une fédéra-

tion d'unités de production d'énergie renouvelable. Ces unités de production, gérées par les collectivités, à travers régies ou coopératives de service public – entreprises sans buts lucratifs –, doivent associer travailleurs, usagers (particuliers ou entreprises) et collectivités pour devenir un service public de l'énergie sans nucléaire, et autogéré. Sa proximité des lieux de consommation devrait pouvoir réduire les coûts et les pertes liées au transport d'énergie sur longue distance, faciliter la sensibilisation aux économies d'énergies et à la décroissance de leur consommation, et faciliter l'intérêt des populations pour sa gestion associée. Dans ce combat, les personnels des services de l'énergie autant que les réseaux d'associations antinucléaires devront être informés et sollicités. Les enjeux sont essentiels et reposent sur trois pistes: 1- Création d'un service public de production et de distribution autogéré sans nucléaire, de proximité; 2 — Empêcher la marchandisation et le caractère spéculatif de la production énergétique renouvelable; 3 — Procéder à l'expropriation des firmes privées de ce secteur pour imposer des productions sous formes de régies ou de coopératives de production autogérées, sans but lucratif. Sans une forte pression de l'opinion publique dans cette direction, la lutte contre les nouvelles constructions de centrales nucléaires et pour le démantèlement de celles qui sont vétustes, quelle que soit sa radicalité, n'a quasiment aucune chance d'aboutir.

Fédération anarchiste

La dette, c'est le vol !

FACE À LA VASTE ENTREPRISE de conditionnement que subissent les exploités ces dernières semaines, la Fédération anarchiste dénonce le règne de la pensée unique et appelle à pratiquer l'autodéfense intellectuelle.

Asséner sans sourciller que payer une dette est un devoir impérieux revient à passer sous silence que, comme la propriété privée des moyens de production et de distribution, la dette est un vol. Le même vol que celui qui consiste à empocher à la place des exploités la plus-value créée par le travail lui-même; lorsqu'un prêteur accorde une somme donnée, il sait que c'est par le travail de l'emprunteur qu'il pourra recouvrer les intérêts dans un premier temps, le capital en second lieu. C'est la preuve incontestable que l'intérêt financier est un prélèvement de plus sur la force de travail. C'est sur ce principe qu'a pu se construire et se complexifier le système du crédit, jusqu'à aboutir en 2008 à la crise dite des subprimes: des millions d'Américains se retrouvent jetés à la rue parce que la variabilité de leur taux d'intérêt est en faveur des organismes de prêt, et qu'ils ne peuvent faire face à des engagements intenable. On n'insistera jamais trop sur le rôle de contrôle social que joue l'emprunt dans l'économie capitaliste: quand le prolétaire paye son logement, il y réfléchit à deux fois avant de faire grève, avant de se syndiquer, avant d'être solidaire de ceux qui luttent autour de lui; pour les possédants, le système n'a donc que des avantages!

Concernant la dette dite publique, contractée par l'État et ses déclinaisons locales que sont les régions et les départements, on cherche à nous faire croire que l'argent emprunté le serait pour une bonne cause: assurer à chacun l'accès aux services publics qui caractérisent l'État-providence; c'est oublier que, si l'on prend l'exemple de la sécurité sociale, ce n'est pas l'État qui finance les caisses, mais les salariés, qui payent à la fois pour eux et pour le patronat (dont les cotisations, on ne le rappellera jamais assez, proviennent de la plus-value dégagée par le travail). C'est oublier que l'indemnisation du chômage n'est pas davantage payée par l'État, que les entreprises dites «publiques», rapportent davantage qu'elles ne coûtent, et que les salariés des trois fonctions publiques font les frais de la rigueur salariale depuis qu'en 1983 le gouvernement Fabius a montré par la désindexation des salaires par rapport à l'inflation le vrai visage du socialisme de gouvernement, qui change la vie, mais au seul profit de la bourgeoisie...

Que fait l'État de l'argent qu'il ventile dans son budget, si ça n'est pas, comme voudraient nous le faire croire les bien-pensants de la



gauche réformiste, pour redistribuer les richesses? Réponse: il attribue le premier poste au service de sa dette, il rembourse du capital, un peu, mais, surtout, il paye les intérêts des intérêts de tout ce qu'il a pu emprunter depuis que le monde est monde... Ainsi, pour 2010, l'État français a dû rajouter à un déficit budgétaire de 149,7 milliards d'euros (dont 42,5 milliards d'euros d'intérêts), les «amortissements» des dettes à moyen et long terme arrivant à échéance en 2010 pour un montant de 83 milliards d'euros. Les intérêts à payer représentent 96 % des engagements financiers. En 2010, ce sont 125,5 milliards d'euros (83 de capital + 42,5 d'intérêts) que l'État nous fait rembourser, prix d'une austérité bien réelle, mais qui ne dit pas son nom. En 1995, le stock de la dette publique s'élevait à 431 milliards d'euros. Fin 2011, le total cumulé des intérêts servis et des capitaux remboursés s'élèvera lui, à 2013 milliards d'euros, soit 4,6 fois plus qu'en 1995! Dans le même temps, la dette aura été élevée à 1333 milliards d'euros, soit plus de 3 fois le montant de 1995. Les intérêts payés (658 milliards d'euros) représenteront plus du double du total des dépenses du budget général (285,7 milliards d'euros pour 2011). La dette publique représente 37 % des dépenses publiques!

De tels chiffres peuvent donner le vertige à tous ceux qui survivent avec leur RSA: ainsi, ce dont ont peur les marchés, c'est la simple perspective qu'une partie infime de la dette d'un État puisse ne pas être remboursée, et c'est là que le système dévoile toute sa perversité: les organismes financiers ont tout intérêt

à maintenir leurs débiteurs en état de dépendance, autrement dit, ils pratiquent avec les États le plus grand crédit revolving du monde, ils prêtent pour rendre possible le remboursement de ce qu'ils ont déjà prêté parce que l'État est une sorte de super-huissier qui possède tous les moyens coercitifs: loi, police, armée, pour persuader la classe laborieuse de payer toujours plus...

La grande originalité de la situation qui se dessine en cet automne 2011, c'est qu'elle révèle à ceux qui ne veulent pas l'admettre l'extrême similitude des problèmes qui se posent au prolétariat où qu'il soit dans le monde: les exploités, salariés ou sans emploi, des pays dits «développés» connaissent à leur tour les difficultés que vivent depuis des dizaines d'années leurs camarades du tiers-monde, écrasés sous la dette dans l'indifférence générale. En Grèce, en Italie, en Islande, en Espagne, au Royaume-Uni, aux USA, en France, le couperet est financier, mais c'est toujours un couperet, comme celui qui naît du renchérissement des matières premières agricoles, et qui a poussé dans la rue l'ensemble des travailleurs d'Afrique du Nord.

Face à cette avalanche de mauvais coups, il est impératif de réagir. Qu'on ne compte pas sur la Fédération anarchiste pour bêler avec ceux, de gauche ou d'extrême-gauche, qui, tout en déplorant la lourdeur de la dette, ne remettent pas en cause le vol caractérisé qu'elle constitue; qu'on ne compte pas sur la Fédération anarchiste pour souscrire à une déclaration de collaboration de classe comme celle qu'a publiée le 18 août 2011 l'intersyndicale nationale, qui, en appelant aux journées d'action machines-à-perdre, s'affirme soucieuse de sauver l'Europe et de réduire les déficits publics, ou pour exonérer de leurs responsabilités les organisations syndicales qui n'en font pas partie. Le seul mot d'ordre pour réagir au chaos capitaliste, c'est: «Faut pas payer!» Cela suppose, dans le cadre d'une grève générale expropriatrice et gestionnaire, l'effacement pur et simple de toutes les dettes: privées pour soustraire les salariés à la mainmise de la classe possédante, publique par destruction de l'État en tant que structuration politique destinée à faire perdurer le capitalisme. Une phase transitoire avant la disparition de l'économie monétariste pourrait consister en la mise en place d'un service public autogéré de crédit gratuit sur la base des principes proposés par Proudhon. On comprend dans ces conditions qu'il est encore plus illusoire que jamais d'attendre un quelconque changement des élections à venir.

Fédération anarchiste

Du bois de rose à Belledoche

Prostitution bellevilloise

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, avec une intensification apparente depuis 2008, des femmes chinoises victimes de trafic humain se prostituent quotidiennement à Paris, sur le boulevard de Belleville et dans les rues adjacentes de ce quartier populaire dominé par les commerçants et restaurants chinois. De même, il faut signaler, dans les ruelles mitoyennes, les nombreux salons de massage, de beauté, de coiffure, dont les hôtes sont apparemment toutes chinoises... Pour la plupart sans visa de séjour, elles sont originaires du Nord-Est de la Chine ou Dongbei («Nord-Est» en mandarin) qui regroupe les provinces du Liaoning, du Heilongjiang et du Jilin, c'est-à-dire la Mandchourie. La population mandchoue, parce qu'influencée par les voisins japonais et coréens, est considérée par la majorité han comme étrangère et non chinoise. La région compte aussi la plus forte concentration de Russes en Chine, une des nombreuses minorités reconnues par le gouvernement. Au temps de la splendeur communiste, la Mandchourie était l'un des fleurons industriels de la Chine. Elle est aujourd'hui économiquement sinistrée. La fin de la sidérurgie a laissé sur le carreau de nombreuses familles ouvrières, particulièrement des femmes d'un certain âge qui ne peuvent se reconvertir et ont, pour la plupart, un enfant à charge. Il faut rappeler la politique chinoise de limitation des naissances – un unique enfant par foyer –, très respectée au risque de représailles administratives, et la préférence culturelle accordée à l'enfant mâle sur la fille. Ces femmes en quête d'emploi, avec famille à charge, constituent un gibier facile pour les trafiquants. Selon les travailleurs sociaux du Lotus Bus de Médecins du monde, nombre de ces femmes sont arrivées en France attirées par la promesse d'un emploi bien rémunéré. Elles se sont endettées afin de s'expatrier via des réseaux mafieux, payant une somme forfaitaire (entre 7 000 et 15 000 euros), parfois munies d'un visa de tourisme ou d'affaires, dans l'espoir d'assurer à leur enfant resté au pays les repas quotidiens et le règlement des frais de scolarité puis d'études supérieures. Une fois en France, le fameux « emploi correct » que les trafiquants lui ont fait miroiter se révèle tout autre.

Confrontées à l'amère réalité, ces femmes ne trouvent, au mieux, que des emplois mal rémunérés de garde d'enfants ou de couturière asservie dans un atelier de confection clandestin. Elles ne peuvent non plus vendre leur sang comme en Chine – en France, le sang ne peut être que donné. Elles sont donc souvent amenées à se prostituer, au bénéfice de leurs commanditaires. Ces prostituées d'un genre nouveau vont par deux, reconnaissables à leur âge avancé – en moyenne plus d'une quarantaine d'années –, et à ce qu'elles portent chacune un sac de plastique utilisé dans les supermarchés contenant quelques préservatifs. Selon Médecins du monde, plus de 80 % d'entre elles vivent seules, près de la moitié sont divorcées, et 90 % ont au moins un enfant en Chine âgé de moins de vingt-cinq ans¹.

En septembre 2011, déambulant simplement dans le quartier chinois de Belleville, j'ai pu en repérer plus d'une quarantaine en quelques minutes. Pour la plupart, âgées d'une cinquantaine d'années, elles étaient debout, par deux, au milieu du boulevard de Belleville, sur les trottoirs latéraux, et dans les rues adjacentes, habillées normalement, le sac plastique à la main. Chaque couple espacé de l'autre d'une vingtaine de mètres. Leur activité semble débiter dès onze heures du matin; moment peu propice à la prostitution. Leurs tarifs étant les plus bas de Paris, leur clientèle va de pair. Ce quartier, encore très populaire, est cosmopolite. Ne disposant pas d'une infrastructure hôtelière, ces femmes suivent généralement leurs clients à leur domicile, ce qui augmente le risque de violences physiques: refus de payer, viol, coups et blessures, agressions par de petits délinquants ou d'autres prostituées défendant leur supposé territoire et les accusant de «casser» les prix en proposant des prestations trop basses. Ces Chinoises ne parlent pas bien, ou pas du tout, le français, n'ont pas d'informations sur leurs droits ni sur les risques de contagion au Sida, à l'hépatite B ou autres maladies vénériennes, alors que 70 % des femmes visitées par Médecins du monde avouent avoir été déjà confrontées à une rupture de préservatif. En situation illégale, elles n'ont pas le réflexe de se réfugier au



commissariat ou d'y porter plainte contre leurs agresseurs. Pourtant, cette prostitution très visible se pratique sous les yeux de la police: lors de mon passage, un véhicule de service avec deux agents à l'intérieur était stationné sur le carrefour à la sortie du métro, au beau milieu du système. Apparemment, c'est une habitude. Ils attendaient peut-être, pour intervenir, l'arrivée d'un interprète, étant donné leur manque de connaissance du chinois, que personne ne leur reprochera. D'où, sans doute, leur immobilisation un peu vaine au milieu du carrefour...

Pierre Le Roux

1. Médecins du monde, Lotus Bus. Enquête auprès des femmes chinoises se prostituant à Paris, 2009.

Un **pour** mille

Considérations diverses sur l'actualité israélo-palestinienne



Pierre Sommermeyer

Fédération anarchiste (Strasbourg)

LE PREMIER GRAND ÉCHANGE de prisonniers de ce siècle a eu lieu la semaine dernière en Israël. Des prisonniers qui retrouvent la liberté ne peuvent que nous remplir de joie. On pourrait s'arrêter là, comme l'on fait la plupart des médias, on pourrait aussi se convaincre qu'il y a deux gagnants : le pouvoir israélien d'un côté, le Hamas de Gaza de l'autre. Tentons de voir ce qui se cache derrière cet accommodement entre voisins.

L'échange de prisonniers

Selon Wikipedia, en trente ans, l'État d'Israël a libéré environ 7 000 prisonniers pour obtenir en échange la libération de dix-neuf Israéliens et récupérer les corps de huit autres. C'est donc une pratique habituelle, absolument nécessaire, indispensable, dans un pays engagé dans une guerre aberrante sans fin et où le service militaire est obligatoire, pour tous sans distinction de sexe. Il faut donner l'impression aux jeunes que l'on envoie au casse pipe que l'on tient à eux et qu'ils valent au moins un pour mille de ces Arabes. Mais ce n'est pas tout. Netanyahu, premier ministre israélien – remis en cause tout cet été par les indignés locaux – avait besoin de redorer son blason. Par ailleurs, cette libération d'un millier de prisonniers (selon l'organisation israélienne de défense des droits de l'homme B'Tselem, plus de 5 000 Palestiniens étaient détenus par Israël, dont près de 200 mineurs) permet de faire les économies nécessaires à la réponse aux revendications sociales populaires. En outre, cette libération permet également de soula-

ger la pression qui s'exerçait à l'intérieur des prisons où se multiplient les grèves de la faim de prisonniers – plus de 200 – excédés par les brigades incessantes des gardiens. D'autre part, on ne sait pas si, parmi les libérés, il y aura des militants non-violents arrêtés près des villages en lutte contre le mur.

Renouveau des négociations ?

En faisant de Gaza – et donc du Hamas – les premiers bénéficiaires de l'échange, Netanyahu fait payer au pouvoir cisjordanien de Mahmoud Abbas ses manœuvres en faveur d'une reconnaissance d'un État palestinien. En refusant de libérer Marwan Barghouti, le pouvoir israélien fait ce qu'il faut pour empêcher l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération palestinienne légitimée par son passage dans les geôles israéliennes et capable de résoudre les inimitiés entre Ramallah et Gaza. Pour Israël, l'unité palestinienne est un cauchemar à éviter à tout prix. Les négociations nécessaires à cet échange de prisonniers ont été menées via les canaux allemands et égyptiens. Comme quoi, en cas de besoin, il est possible de reprendre les discussions bilatérales. Mais il n'y pas l'ombre d'une intention du côté de Jérusalem, comme en témoigne ce dernier commentaire au sujet des colonies en Palestine publié dans le journal de gauche *Haaretz* après la libération de G. Shalit : « La création d'un nouveau quartier au-delà des frontières de 1967 rend vide de tout sens l'engagement de Netanyahu à négocier sur toutes les questions clef, dont celle relative à la souveraineté à Jérusalem-Est. »

Le ghetto et les Juifs

La question de comprendre la situation israélienne, et d'en chercher l'issue, taraude bien des gens. Uri Avnery, un des plus célèbres pacifistes radicaux israéliens, tente d'y répondre dans son dernier texte, publié sur le site de Gush Shalom (*Le Bloc de la Paix*) et disponible en traduction française sur celui de l'association France-Palestine Solidarité en date du 15 octobre.

Il résume la situation en ces termes : « Vous pouvez sortir les Juifs du ghetto, mais vous ne pouvez pas sortir le ghetto des Juifs. Mais c'est exactement ce que l'on doit faire. » À plus d'un titre Avnery est en droit de poser ce type de diagnostic. Arrivé à 10 ans d'Allemagne, en 1933, il s'engage à 15 ans dans l'armée nationaliste juive – alors en lutte contre les Anglais – pour la quitter un an plus tard en se rebellant contre les positions anti-arabes et antisociales de l'organisation. Par la suite, ces prises de positions feront de lui la cible favorite des attaques de la droite extrême juive, attaques orales et physiques. Il se considère aujourd'hui comme « post sioniste ».

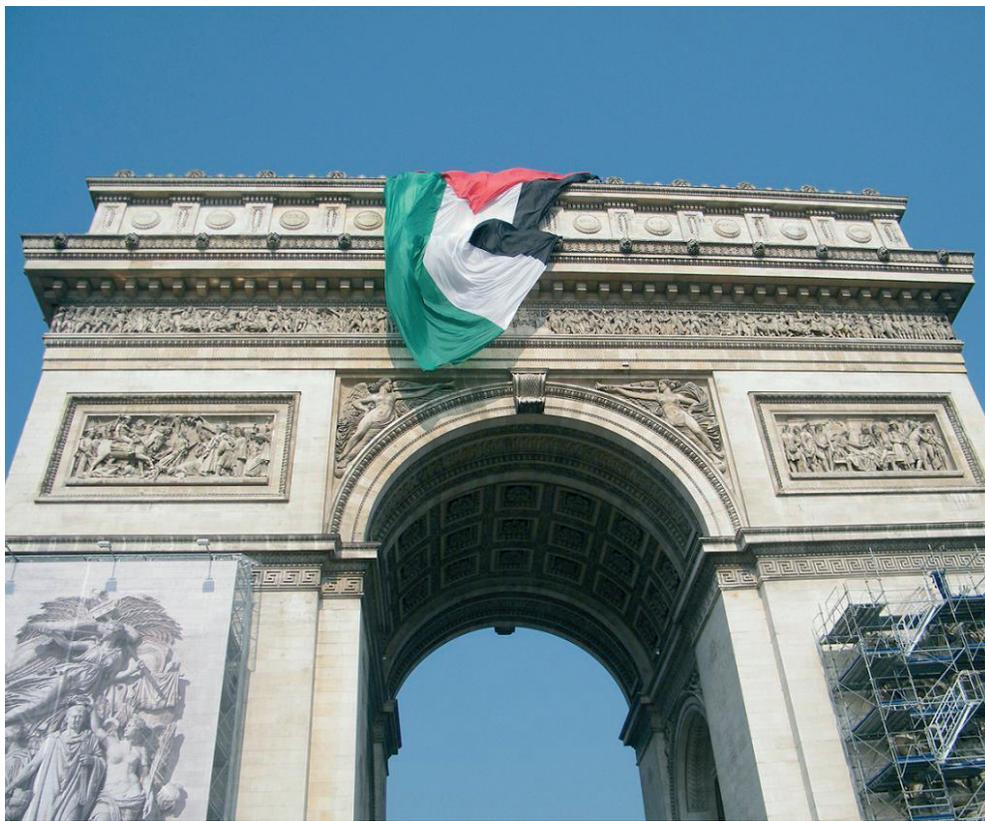
À propos de Herzl, le créateur de l'idée sioniste, il rappelle que ce dernier « n'a visité la Palestine qu'une seule fois, et dans le seul et unique but de rencontrer l'Empereur d'Allemagne qu'il souhaitait engager dans son entreprise. Le Kaiser insista pour le voir à la porte de Jérusalem, écouta patiemment ce qu'il avait à dire, puis il aurait alors fait ce commentaire à ceux qui l'accompagnaient : « C'est une grande idée, mais vous ne pouvez pas la mettre en œuvre avec des Juifs ! » ». Il voulait parler des Juifs qu'il connaissait, les membres d'une communauté ethnico-religieuse mondiale.

Avnery ajoute : « Herzl projetait d'en faire une nation moderne à l'image des autres nations modernes d'Europe. Lui, et ses successeurs, concevaient la nécessaire transformation comme une affaire de logistique. Faites venir les Juifs en Palestine et tout se mettra automatiquement en place. Les Juifs vont devenir un peuple normal, un peuple (« Volk ») comme les autres peuples. Une nation parmi les nations. Mais les Juifs de son temps n'étaient ni un peuple ni une nation. Ils représentaient quelque chose d'assez différent ».

Pour Uri Avnery, il est clair que les Juifs étaient, dans le fond, « une communauté ethnico-religieuse, vivant depuis des millénaires en minorité persécutée dans un environnement hostile, qui avait développé une mentalité qui lui est propre. [...] Elle voit dans toute personne extérieure à la communauté un ennemi potentiel, sauf preuves du contraire (et encore). [...] Tout cela imprègne leur vision du monde, leur religion et leurs traditions, transmises de génération en génération. »

Puis, il y a eu l'Holocauste, horreur qui traumatisa profondément les Juifs ayant rejoint la Palestine avant la Seconde Guerre mondiale. Areligieux, ils faisaient leur, pour la plupart, la position du professeur Leibowitz (1903-1994), Juif pratiquant qui soutenait que la religion juive était morte depuis deux cents ans.

Avnery continue ainsi : « L'Holocauste a réactivé pour de bon toutes les vieilles convictions juives. Les Allemands n'étaient pas les seuls coupables, mais aussi



toutes les nations qui y avaient assisté sans lever le petit doigt pour sauver les victimes. Les vieilles idées étaient donc vraies après tout : le monde entier est contre les Juifs, nous devons assurer nous-même notre protection quoi qu'il en coûte, nous ne pouvons nous fier qu'à nous-même. L'attitude du Yishouv à l'égard de la judéité et de la diaspora fut une erreur terrible, nous devons nous repentir et adhérer à tout ce que nous méprisions hier encore : la religion juive, les traditions juives, le Shtetl juif ».

« Dès sa fondation, l'État d'Israël devint l'État de l'Holocauste. Mais nous ne sommes plus un ghetto impuissant – nous avons des forces armées puissantes, nous pouvons même faire subir aux autres ce que d'autres nous ont fait subir. Les vieilles peurs, méfiances, suspicions, haines, les vieux préjugés, stéréotypes, sentiments de victimes, rêves de vengeance qui avaient pris naissance dans la diaspora se sont superposés à l'État, créant un dangereux mélange de puissance et de victimisation, de brutalité et de masochisme, de militarisme et de conviction que le monde entier est contre nous. Un ghetto avec des armes nucléaires. »

Un tel État peut-il survivre et prospérer dans le monde moderne ?

« Les États-nations européens ont mené beaucoup de guerres. Mais ils n'ont jamais oublié qu'après la guerre vient la paix, que l'ennemi d'aujourd'hui peut très bien devenir l'allié de demain. Les États-nations demeurent, mais ils deviennent de plus en plus interdépendants, adhérant à des structures régionales, abandonnant de larges pans de leur souveraineté. »

« Israël ne peut pas faire cela. Les enquêtes d'opinion montrent que les Israéliens, dans leur grande majorité, pensent qu'il n'y aura jamais de paix. Ni demain, ni dans cent ans. Ils ont la conviction que « les Arabes » sont résolus à nous jeter à la mer. Ils voient le puissant Israël en victime entourée d'ennemis, tandis que nos « amis » sont capables de nous planter un couteau dans le dos à tout

moment. Ils voient dans l'éternelle occupation des territoires palestiniens et la création de colonies belliqueuses dans toute la Palestine le résultat de l'intransigeance arabe et non sa cause. Ils ont le soutien, par une solidarité aveugle, de la plupart des Juifs du monde. »

« Presque tous les partis israéliens, y compris la principale opposition, insistent pour qu'Israël soit reconnu comme « l'État-nation du peuple juif ». Cela signifie qu'Israël n'appartient pas aux Israéliens (le concept même de « nation israélienne » est rejeté officiellement par notre gouvernement) mais à la diaspora juive ethnico-religieuse du monde entier, à laquelle on n'a jamais demandé si elle était d'accord pour qu'Israël la représente. C'est la négation même d'un État-nation capable de vivre en paix avec ses voisins et d'entrer dans une union régionale. »

« Il ne s'agit pas de changer telle ou telle caractéristique d'Israël, mais de changer la nature fondamentale de l'État lui-même. C'est beaucoup plus qu'une question de politique, de remplacement d'un parti par un autre. C'est beaucoup plus que de faire la paix avec le peuple palestinien, de mettre fin à l'occupation, d'évacuer les colonies. Il s'agit d'effectuer un changement fondamental de (ou « dans ») la conscience nationale, la conscience de chaque Israélien et de chaque Israélienne. »

Avnery termine en se demandant quel choc serait nécessaire pour sortir les Juifs de leur ghetto. Il se remémore la guerre de Yom Kippour en 1973 « qui ébranla Israël jusqu'à la moelle », mais aussi l'arrivée d'Anouar Sadate en 1977, et la poignée de mains entre Rabin et Arafat en 1993. Il considère que ce ne furent que des chocs mineurs en comparaison de ce qui est nécessaire aujourd'hui.

Serait-ce de la politique-fiction que d'imaginer les Palestiniens, pour une fois d'accord, demander leur intégration dans Israël avec les droits citoyens qui s'y rattacheraient ? On peut rêver. En attendant, la tragédie continue, sans relâche. **P. S.**

Ça pète de partout, à quand le grand chambardement ?

De la révolution à l'expropriation

LE DICTATEUR LIBYEN n'était pas encore « OTA-Nasié » que le secrétaire d'État au commerce extérieur Pierre Lelouche et le député UMP Renaud Muselier débarquaient le 12 octobre à Tripoli, accompagné de 80 patrons d'entreprises françaises. Sans aucun scrupules, les deux sbires du président Sarkozy entendaient bien assurer le retour sur investissement de l'intervention militaire menée par l'armée française contre l'ancien ami d'hier. L'opération « Harmattan » aura coûté quelques 300 millions d'euros au contribuable français, ce qui faisait dire au sous-ministre qu'il n'avait « aucun complexe » à venir s'approprier les richesses pétrolières (et autres infrastructures à construire et reconstruire) au peuple enfin débarrassé de leur fanatique guide Kadhafi. La délégation de rapaces est donc venue à la rencontre du CNT – pas le syndicat mais le gouvernement de transition en uniforme. Un comité national de transition, qui annonçait fièrement dès la fin officiel des hostilités contre l'ancien régime, la remise en place de la charia – la loi islamique comme ciment de la nouvelle société libyenne, tout un programme...

En Libye, comme ailleurs dans le monde arabe qui s'affranchit jour après jour de ses dictateurs mégalomaniques, les révolutionnaires, qui ont payé avec leur sang et leur vie leur liberté, doivent déjà affronter l'obscurantisme religieux et la rapacité occidentale, toujours prêtes à spolier les peuples. Une dictature en poussant une autre, la capitalocratie finit d'étendre ses tentacules sur un pactole estimé à 145 milliards d'euros (sur dix ans), avec l'assentiment des barbus.

Ainsi, en Tunisie, où les élections ont désigné les heureux élus qui rédigeront la constitution et mettront en place le fonctionnement « théocratique » du pays révolutionné, le parti islamiste « modéré » (sans rire) ennadha est arrivé en tête. Déjà, une poignée de révolutionnaires est en grève de la faim, parce que blessés ils ne servent plus à rien et risqueraient probablement de s'insurger à nouveau contre cette confiscation, par la nomenklatura tunisienne, d'une révolu-



tion qu'ils ont payée dans leur chair. Les touristes peuvent revenir dépenser leurs rentes.

En Égypte, le gouvernement se prépare à transiter pour de longues années...

En Syrie, Bashar al-Assad a massacré plus de 3 000 personnes depuis mars, tandis que son homologue yéménite Ali Abdullah Saleh en revendique à peine 1 500, et ce dans l'indifférence occidentale la plus totale qui a bien d'autres puits de pétrole à pomper.

Pendant ce temps, en Europe comme aux États-Unis, les agences de notation distribuent les mauvais points aux États qui ne se plient pas à une politique suffisamment libérale et austère contre leurs citoyens. Les marchés suivant opportunément les admonestations de ces vigies de bonne conduite économique et financière, augmentant ainsi leurs taux d'intérêts aux emprunts accordés à ces États encore bien trop socialisés à leur goût.

À Rome comme à Athènes, les médias complaisants décrivent des manifestations qui dégénèrent, omettant de détailler les mesures assassinent prises par les gouvernements contre leur propre population pour satisfaire leurs usuriers.

C'est ainsi que, dans une vision unilatérale de l'économie, les technocrates de la commission de Bruxelles font appliquer, au vieux continent, une politique ultralibérale

jugée incontournable, indiscutable et indépassable sauf à sombrer dans les pires heures du communisme stalinien. Une politique confortée par le gouverneur de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, qui n'entend pas se laisser dicter ses prêches par les ineptes citoyens européens.

Angela l'Allemande et Nicolas le Français peuvent voler en juste opportunisme pour garder leur pouvoir hégémonique sur le *no man's land* européen sans trop froisser leur électorat respectif qui pourrait bien les éjecter de leur trône si confortable aux prochaines élections. Parallèlement, et en parfaite symbiose, le G20 accélère ses non-décisions et repousse aux calendes grecques la régulation à minima des banques et la taxation des transactions financières.

De Madrid à Wall Street les indignés ont beau s'insurger et multiplier les initiatives pour dénoncer cette confiscation de la démocratie par l'oligarchie politico-économique, et les anarchistes de gueuler « Ni Dieu, ni État, ni marchés ! », les gourous de l'ordre mondial n'en n'ont cure et entendent bien imposer leur manière « moderne » d'administrer la planète, au mépris des libertés et de la solidarité.

À Tripoli, à Tunis, à Athènes, à Rome, à Lisbonne, à New York, comme à Paris ne laissons pas cette classe privilégiée accaparer nos richesses pour mieux nous asservir. Ne laissons pas les dictatures sanguinaires se substituer à celles, toutes aussi violentes, de la spéculation financière. La révolte ne doit pas conduire à l'expropriation de nos vies et de nos biens par une poignée d'illuminés guidés par leur insatiable soif de profits.

Il est désormais urgent que les révolutions de par le monde soient sociales, libertaires et autogestionnaires pour ne pas se retourner contre la liberté des individus et la solidarité des peuples !

Sébastien Pillias

Ce qui est **public** ne se privatise pas !



EN ESPAGNE, la mobilisation ne faiblit pas : à l'approche des élections générales et sénatoriales prévues le 20 novembre, le landernau politique s'agit pour la conquête du pouvoir. Aux indignés et déçus de tout poil s'ajoutent de nouveaux mouvements comme le média *Políticos partidos* (politiciens divisés). Il s'agit là d'une initiative destinée à promouvoir l'abstention pour ce 20 novembre. En plus de faire de la propagande pour cette option, il s'agit aussi de faire connaître d'autres possibilités comme le vote blanc ou nul. Une façon de protester contre la culpabilisation de ceux qui usent du droit légitime à s'abstenir, comme si cet acte ne pouvait pas être un acte réfléchi et cohérent. Comme s'il fallait cacher le fait que pour beaucoup, participer à cette farce est simplement ridicule. *Políticos partidos* est un outil informatif et éducatif, qui montre la réalité du système politique espagnol en même temps qu'il le démasque au moyen de textes, images, vidéos... Dans ce même cadre d'une abstention active et consciente, les anarcho-syndicalistes espagnols descendent dans la rue. En guise de hors-d'œuvre à la semaine d'actions des syndicats révolutionnaires (CNT-CGT-

SO) prévue du 14 au 18 novembre, la CGT espagnole appelle, pour le 12 novembre, à une manifestation nationale pour la défense des services publics. L'indignation et la colère répondent aux annonces de mesures d'austérité, de coupes budgétaires et aux attaques contre les droits sociaux. Le tout étant au diapason de ce qui se passe ailleurs en Europe, ce qui est logique étant donné que nos dirigeants n'en finissent pas de se réunir pour nous concocter des plans d'urgence et prendre des décisions censées nous sauver de leur crise, à condition de répercuter, dans chaque pays de l'Union européenne, les décisions prises à Bruxelles. En Espagne comme ailleurs on demande aux travailleurs d'accepter des «réformes» (comprenez : des sacrifices) pour sortir de la crise (comprenez : sauver la finance).

La CGT espagnole convoque donc la classe laborieuse pour une nouvelle démonstration de force contre le patronat et le gouvernement (socialiste pour l'anecdote). Il s'agit de défendre la santé, l'éducation, les transports en commun, la poste, l'électricité, l'eau, la culture, les services sociaux, etc. Comme en France, comme dans le reste de

l'Europe, comme partout, gouvernements, banques et patrons veulent privatiser tout le service public, réduire les salaires et les pensions, pour financer le remboursement de la dette et sortir de la crise dont ils sont responsables.

Pour les camarades espagnols aucun doute : «La gestion du public n'est pas la gestion étatique. Quand la gestion est publique, on tend vers l'auto-gestion, l'organisation et la planification collective des services sociaux. La défense de nos droits, du service public, de notre dignité, doit se faire dans la rue, sur les places, là où nous nous trouvons et vivons. C'est pour ça que nous faisons appel aux travailleurs, chômeurs, étudiants, retraités, jeunes, précaires... Afin qu'ils participent à cette mobilisation. Seuls et isolés nous ne pouvons rien. L'attaque contre le service public ainsi que les coupes budgétaires nous frappent tous. Le combat pour la défense du service public est une lutte pour l'égalité et la justice sociale. Défends ce qui est à toi, ce qui est à tous ! »

Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard
 de la Fédération anarchiste

Potkine enlève...

Les **gladiateurs** du dosimètre



VOUS AVEZ DÉJÀ LU L'EXPRESSION «les gitans du nucléaire». Elle désigne ces travailleurs itinérants, chair à radioactivité, que les entreprises du nucléaire paient pour entretenir leurs centrales. «Entretien», un joli mot. Réparer, nettoyer une centrale nucléaire signifie aller là où ça clique. Là où les dosimètres, ces appareils qui détectent et mesurent la radioactivité, s'affolent. Là où « salaire » signifie « cancer ». Des milliers de personnes, en 2011, vivent ainsi. Trois semaines ici, deux mois là, un mois plus loin. Dortoir payé, transport payé, plateau-repas payé, un salaire parfois double de ce que ces travailleurs sans presque aucune qualification, ou sans qualification encore utile, peuvent espérer ailleurs. «Salaire double» signifie, dans ce contexte, deux fois le Smic. Je ne parle pas des gitans nucléaires français. Je parle de ceux qui, aujourd'hui, devraient s'exclamer, à chaque fois que le car vient les chercher, «*Ave Caesar, morituri te salutant*» («*Ave César, ceux qui vont te mourir te saluent*»). Je parle des Fukushima 50. Ces gens qui partent par groupe de 50 nettoyer les centrales japonaises. Ne croyez pas que, pour les recruter, on passe de solennelles proclamations du premier ministre suppliant que l'esprit des samouraïs veuille bien revivre chez les prolétaires. Non, on passe de discrètes annonces dans l'équivalent japonais de Paris boum-boum pour un poste de technicien de surface (oui, vous savez, balayeur) itinérant. Drôlement bien, le travail : deux fois le salaire

habituel, le gîte et le couvert payés. Quand on est dans la dèche, c'est Capoue, Capri et Byzance! De fait, il s'agit bien de balayer. L'une des tâches les plus fréquentes consiste à absorber l'eau répandue sur le sol. L'éponger avec des serviettes. Le seul problème, c'est que l'eau est hautement radioactive. Hautement. Les épongeurs de Fukushima ont déjà un mort. Les autres sont sur liste d'attente. Pas d'inquiétude, les sièges vont rapidement se libérer, sur Fukushima Airlines jamais de surbooking!

Le cynisme des autorités nucléaires est d'autant plus clair qu'ils savent très bien à quoi ils exposent leurs dupes; en effet, le temps de travail dans les zones irradiées est strictement limité, chaque travailleur reçoit un dosimètre, chaque travailleur est contrôlé à la fin du job, et chaque travailleur reçoit un costume «approprié». Ils savent. Ils savent qu'ils envoient des gens à la mort, une mort lente et atrocement douloureuse. Ils prennent juste assez de précautions pour que les pigeons ne leur claquent pas dans les doigts, là sur les lieux, dans les dortoirs, mais chez eux, parce qu'ils reviennent chez eux quand ils commencent à être malades. Chez eux, ils ne seront plus qu'une statistique de cancérologie. Et, avant que nous ne passions aux choses sérieuses (oui, ce n'est pas fini...) notons que le costume approprié est une combinaison entièrement fermée. On a si vite chaud, et chacun sait que dans les zones irradiées des centrales nucléaires, il fait rare-

ment froid, qu'on baigne dans sa sueur. Je n'utilise pas «baigne» métaphoriquement. L'un des témoignages dit expressément : «*J'avais atrocement peur de me noyer dans ma sueur.*»

Mais ce n'est pas fini, ai-je prévenu. On peut donc faire pire? Certes, et c'est la raison pour laquelle un physicien de mes amis m'a donné l'information, car il se souvient de ce que c'est qu'un burakumin. Bravo, vous avez deviné. La chair à canon est souvent recrutée parmi les burakumin. Rappelons que les burakumin (buraku = hameau, min = hommes, gens) sont la caste des intouchables japonais. Le Japon les utilise depuis des siècles pour les sales boulots. Sales selon le shintô, comme l'abattage des animaux de boucherie ou le travail du cuir. Prostituée ou yakuza sont deux autres carrières fréquentes chez les burakumin. Or, les yakuzas fournissent les travailleurs aux autorités nucléaires! Par voie d'annonce, comme nous l'avons vu, ou parce que lesdits travailleurs ont des dettes, les yakuzas travaillant aussi comme usuriers. Une belle chose que la liberté d'entreprise, la liberté d'entreprendre, la liberté de proférer des mensonges qui sont des assassinats, la liberté d'embaucher pour un travail mortel, la liberté de construire des geysers de mort qui dureront des siècles.

Nestor Potkine

...la naphthaline

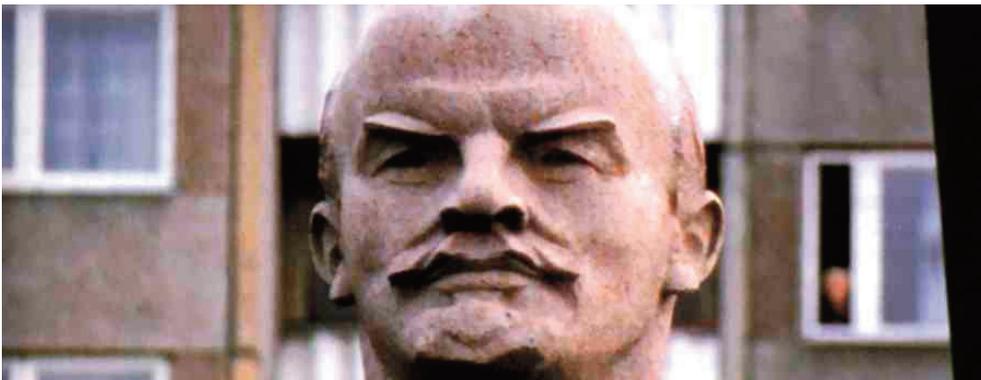


Histoire

«Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place.» **Inconnu**

L'anarchie réprimée en Russie

Au sujet d'un livre introuvable



RÉPRESSION DE L'ANARCHISME en Russie soviétique est un petit livre de 130 pages écrit en 1922 et publié en 1923, et totalement introuvable aujourd'hui. Je l'ai scanné parce que mon exemplaire tombe en poussière et je ne voulais pas qu'il disparaisse. Mis en ligne sur monde-nouveau.net, il devient accessible à tous.

Le livre fut publié par le Groupe des anarchistes russes exilés en Allemagne, constitué de rescapés du système policier soviétique. C'est un avertissement au mouvement ouvrier occidental, pour l'informer de la tournure contre-révolutionnaire que prenaient les événements dans la Russie soviétique.

L'ouvrage est composé de deux parties. La première traite de la répression farouche dont furent victimes les militants anarchistes russes dès les premiers mois suivant octobre 1917. La seconde partie est constituée d'une liste – non exhaustive – de 178 noms de militants anarchistes tués, emprisonnés ou expulsés par le régime bolchevique. La version française contient, en plus, les noms de trois militants français, également victimes de cette répression pour n'avoir pas relayé le discours officiel des autorités et pour avoir dénoncé les attaques contre les anarchistes : Raymond Lefèvre, Vergeat, Lepetit.

L'examen attentif de la liste de noms est extrêmement instructif car elle révèle que la plupart des hommes et des femmes qui sont

mentionnés sont des révolutionnaires de longue date, certains ayant même participé à la révolution de 1905 ; et que la plus grande partie d'entre eux sont des ouvriers ou employés modestes.

L'introduction d'André Colomer est directement adressée à ceux des militants syndicalistes révolutionnaires français qui viennent de soutenir l'adhésion de la CGT-U à l'Internationale syndicale rouge : «Cet ouvrage a été dédié aux ouvriers révolutionnaires français dont l'organisation syndicale – la CGT-U – vient, par son adhésion à l'Internationale syndicale rouge, de se mettre sous la tutelle du gouvernement bolcheviste. Nos camarades qui ont encore, aux dires de Trotsky et de Zinoviev, tant de préjugés fédéralistes et autonomistes, verront, à la lecture de ces pages, le sort qui leur sera réservé quand ils prétendront s'occuper eux-mêmes de l'organisation du travail, au lendemain de la prise du pouvoir par les "communistes".»

Berlin était alors une plaque tournante pour tous ceux qui allaient en Russie ou en revenaient. De nombreux militants syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes s'y rencontrèrent pour la première fois : en 1920, Augustin Souchy y rencontra Rudolf Rocker et Fritz Kater. Borghi et Pestaña s'étaient arrêtés à Berlin lors de leur retour et rencontrèrent les principaux dirigeants syndicalistes révolutionnaires allemands. Gaston Leval, également, avait fait une pause à Berlin. La plupart des militants russes qui réussissaient à s'échapper ou qui

étaient expulsés se retrouvaient inévitablement à Berlin. Il n'est donc pas étonnant que d'intenses débats aient eu lieu dans la capitale allemande.

Si jusqu'à la fin de la guerre civile presque rien ne filtrait de Russie, le séjour qu'y firent de nombreux délégués politiques et syndicaux venus assister au deuxième congrès du Komintern et aux travaux préparatoires du congrès de l'Internationale syndicale rouge permit à ceux qui ne restaient pas aveuglés de connaître la nature réelle du régime. Il n'est plus possible d'affirmer qu'«on ne savait pas».

Ceux des militants syndicalistes révolutionnaires qui continuèrent à apporter leur soutien aux dirigeants communistes russes ne pouvaient simplement pas ignorer que ces derniers avaient étouffé toute voix indépendante dans le pays, détruit toute institution autonome du prolétariat, réduit les soviets à des chambres d'enregistrement des décisions de ceux qui avaient accaparé le pouvoir, emprisonné et massacré des centaines de milliers de militants et de travailleurs, imposé à toute la société un régime de terreur jusqu'alors totalement inédit. Les militants ouvriers qui soutenaient ce régime, ceux des militants syndicalistes révolutionnaires qui lui apportèrent leur caution ne pouvaient pas ignorer qu'ils soutenaient des assassins de masse.

Eric Vilain

Au pays de la Grande Harmonie

DEPUIS MOINS D'UNE ANNÉE, depuis les printemps arabes, les différentes dictatures du monde ont grand peur de leurs peuples ; et la bureaucratie néomaoïste chinoise, en particulier, craint pour le maintien de son inénarrable «socialisme de marché».

En effet, maintenant que l'on a constaté l'efficacité déployée par les téléphones mobiles et autres nouveaux moyens de communication de la Toile, outils que la jeunesse manie avec dextérité, on comprend la panique qui s'est emparée des différentes tyrannies.

Il s'agit donc, pour ces dernières, d'empêcher l'information de passer, essentiellement sur les sujets qui les dérangent : je veux parler des récentes avancées démocratiques qui se firent quasiment sans violence en Tunisie et en Égypte, beaucoup plus militaires en Libye, plus difficilement appréciables au Yémen ; en Syrie, la répression sanglante d'un peuple pacifique atteint des sommets...

Aussi, en Chine, un Bureau d'harmonisation des mots-clés fait-il barrage informatique à certains vocables qui pourraient donner des idées de révolte au bon peuple. Ce Bureau d'État sur l'information fait de son mieux pour filtrer... les informations.

Quels sont donc ces mots si redoutés, si dangereux pour le pouvoir rouge ?

– Tian'anmen, Tibet, droits de l'homme, Tunisie, Libye, jasmin, oui ! Jasmin.

– Grève, un vocable qui peut annoncer un futur «printemps ouvrier» et qui nous rappelle que la lutte de classe perdure...

– Syndicat indépendant, syndicat détaché du prétendu «parti du prolétariat». En avril 1989, lors des premières manifestations sur la place Tian'anmen, des unions autonomes ouvrières furent lancées, un peu à la façon de Solidarnosc en Pologne.

– Vengeance, quand la pauvreté et la rancoeur se font agressives, quand le peuple se fait justice lui-même, directement, avec férocité, contre les nantis et leurs chiens de garde.

– Émeute, migrant (les fameux deux cents millions de «mingong» évoqués dans une précédente chronique).

– Blog, à noter que sur environ deux cents millions de blogueurs, une bonne minorité s'ingénie à briser la Grande Muraille du mensonge. Il y aurait en face 40 000 cyberflics en activité. Par ailleurs, à Pékin, serait mis en place un système pour localiser à tout moment les utilisateurs de téléphones portables.

– Luxe et mafia, les deux vont ensemble. Selon des études de marché, les produits de luxe d'importation devraient, dans les dix ans à venir, atteindre les 44 % des ventes mondiales. Et à qui cela profite-t-il ? À la bureau-

cratie rouge et aux nouveaux capitalistes privés encore sous contrôle du parti.

– Bagne, goulag, laogai, laojiao ; ce sont des spécialités «communistes». Sur les 50 millions de Chinois qui y séjournèrent, plus de 20 millions y laissèrent la vie. Il s'agit pour la clique au pouvoir de régner par la terreur, par la peur. Ce dernier mot est également à chasser de la Toile car le peuple peut avoir l'idée qu'elle change de camp.

– Mao tsé-toung car la pensée du Grand Timonier peut être retournée contre le parti actuel.

– Démocratie. Si la dictature, c'est ferme ta gueule, la démocratie, c'est cause toujours. Pour autant, l'idée démocratique inquiète la mafia rouge.

– Plainte : il y a un bureau pour cela comme au temps de l'Empire mandchou.

– Taiping : la «grande égalité» ; il s'agit de ces paysans révoltés, partisans d'un communisme radical, qui chassés de leurs terres par la misère prirent Nankin en 1851. Vraiment un mauvais exemple !

– Avenir, eh bien ce sont les lendemains qui chantent remis à beaucoup plus tard.

– Bonheur : «Les citoyens, las de rechercher leur bonheur individuel dans l'obéissance et les sacrifices, risquent alors de le trouver collectivement dans la rébellion.»

– Stress : les cyberpleurnicheries sur le stress seraient de grossières provocations anti-patriotiques destinées à démoraliser la population. Ne parlons que de la bonne fatigue !

– Religion. «C'est le soupir de la créature opprimée.» Or la Chine est plongée dans une «détresse générale» avec un retour massif du religieux qui devient une menace pour les «communistes». Falungong, taoïstes, bouddhistes, sectes évangéliques, tous prospèrent.

Ainsi, tout internaute qui cherche ce qu'on lui cache verra un barrage informatique s'afficher sur son écran : «Selon les lois en vigueur, votre recherche ne peut aboutir.»

Mais qui sont ces surfeurs curieux ? Eh bien, ce sont ceux que l'on nomme maintenant la «jeunesse éduquée» ; éduquée et moderne mais privée pour sa plus grande majorité du bel «avenir radieux» que lui promettait le capitalisme rouge d'État : le nombre de diplômés réduits au chômage ne cesse d'augmenter.

Ces mesures de rétention se révèlent bien sûr insuffisantes à maintenir l'ordre social – ce que la bourgeoisie «communiste» nomme sans rire «l'harmonie sociale» –, aussi des moyens policiers supplémentaires ont-ils été multipliés pour lire les courriers, écouter ce qui se dit sur la Toile, pour fichier, emprisonner ou faire disparaître les individus qui

seront jugés inquiétants. On vous le dit, un vent de panique souffle dans les hautes sphères...

Cette jeunesse, à la recherche de la liberté et de la justice sociale contre la volonté de domination d'une mafia aux commandes, serait-elle le premier «sujet révolutionnaire» avant tous les autres ? Sans doute, mais la jeunesse n'a-t-elle pas été cela de toute éternité ?

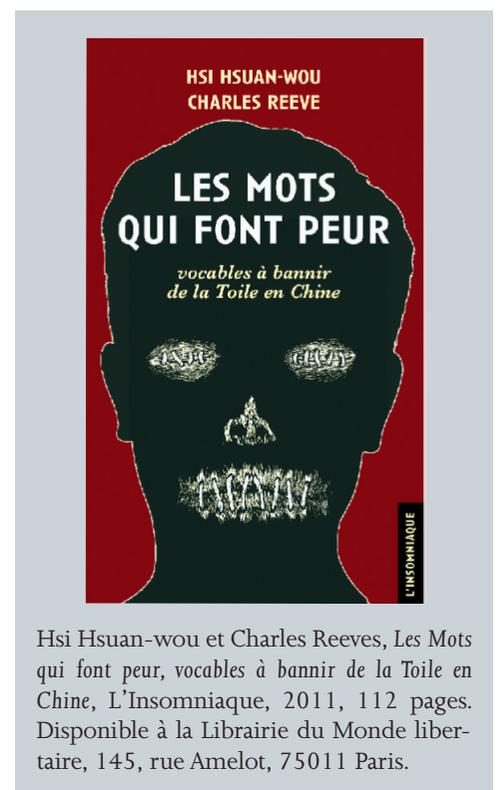
Indépendamment de ce mouvement juvénile, il faut signaler en Chine des «incidents de masse», c'est-à-dire tous les actes d'«indocilité collective», et rajouter des grèves très dures, des manifestations de rue, des actions de désobéissance civile et des émeutes violentes encore plus violemment réprimées.

Mais – oh stupeur ! –, alors que nous tournons la dernière page, on nous annonce que cette liste de «vocables à bannir de la Toile en Chine», eh bien, c'est tout simplement un canular : un cyber hoax. Un faux, quoi !

Or, à la réflexion, ce «faux» semble être plus vrai que la pseudo-réalité que les dirigeants chinois veulent bien nous montrer. Aussi, avant d'éteindre votre lumière, avant que le sommeil ne poursuive son travail de méditation, je vous conseille ce petit bouquin très agréable à lire et que les auteurs ont dû prendre plaisir à composer. C'est très bien fait.

André

Cercle libertaire Jean-Barrué
de la Fédération anarchiste



Hsi Hsuan-wou et Charles Reeves, *Les Mots qui font peur, vocables à bannir de la Toile en Chine*, L'Insomniaque, 2011, 112 pages. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Un regard internationaliste sur l'expérience nazie

PARMI L'ABONDANTE PRODUCTION sans cesse renouvelée des ouvrages consacrés à l'expérience nazie, rares sont ceux qui adoptent un point de vue internationaliste et proposent une lecture des événements « vus d'en bas ». C'est donc une bonne surprise de voir ce gros pavé jeté dans la mare de l'histoire patriotique par un auteur habitué des colonnes du *Monde libertaire*, et la surprise est d'autant plus agréable que ledit pavé (presque 900 pages) s'avère remarquablement documenté et rédigé d'une plume alerte.

À l'origine de ce livre, nous dit François Roux dans son introduction, il y a une question ancienne – mais dont chacun voit bien qu'elle pourrait bientôt redevenir d'actualité : si la crise venait à s'envenimer, risquons-nous de sombrer dans le fascisme radical ? Convaincu que la compréhension du passé est essentielle pour anticiper l'avenir, l'auteur de *Auriez-vous crié « Heil Hitler » ?* a choisi pour y répondre d'interroger l'expérience dictatoriale la plus proche de la nôtre, celle de l'Allemagne hitlérienne.

La comparaison est-elle pertinente ? Sans occulter le poids de la Grande Guerre, perdue par l'Allemagne en 1918, François Roux dresse un parallèle convainquant entre les sociétés développées d'aujourd'hui et la République de Weimar à la veille de la grande crise des années 1930 : le même système capitaliste, le même substrat religieux et culturel, un haut niveau d'éducation, une constitution démocratique, mais aussi une économie minée par l'endettement, des inégalités vertigineuses en augmentation constante et une classe dirigeante corrompue dans laquelle les citoyens n'ont plus confiance. Ajoutons qu'en 1928, le parti nazi végétait à 2,6 % des suffrages. Quatre années de crise aiguë plus tard, commençait la dictature la plus effroyable que l'histoire ait connue.

Les deux premières parties du livre (1918-1933 et 1933-1946) revisitent l'histoire de l'Allemagne « à hauteur d'homme » en s'appuyant sur des dizaines de témoignages de contemporains écrits au fil des jours et en les confrontant aux recherches les plus récentes des historiens. Les témoignages rappellent que nous avons l'habitude de regarder l'histoire dans un rétroviseur et que nous interprétons les événements du passé en fonction des conséquences que nous leur connaissons.

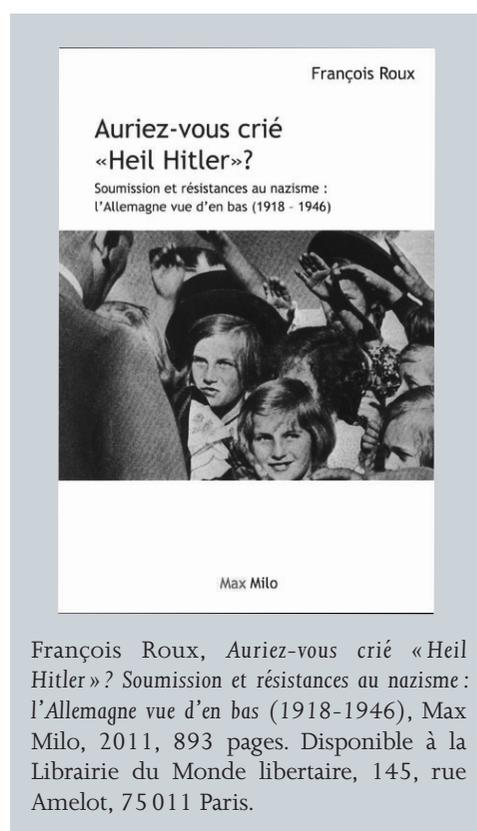
Les journaux intimes et les correspondances des gens ordinaires obligent à se projeter dans ce qui fut leur présent et à se demander : « Et moi, qu'aurais-je fait ? » Ainsi, nous n'ignorons rien des abominations perpétrées par le régime nazi et nous en déduisons qu'il aurait mieux valu tout risquer, même une guerre civile, plutôt que de laisser Hitler s'installer au pouvoir. Mais les Allemands de janvier 1933 pouvaient-ils le savoir ? À cette question, comme à beaucoup d'autres – les Allemands ont-ils voulu le nazisme ? Hitler les a-t-il « achetés » ? Adhéraient-ils au national-socialisme ? Auraient-ils voté nazi en janvier 1936 s'il y avait eu des élections libres ? Étaient-ils informés du génocide et l'approuvaient-ils ? –, François Roux apporte des réponses étayées, détaillées et nuancées car il apparaît que, parmi les Allemands d'alors, toutes les attitudes étaient représentées, depuis l'obéissance fanatique au Führer jusqu'à la résistance armée à son régime, en passant par toutes les graduations de l'immense « zone grise » dans laquelle se mouvaient la majorité des sujets du « Reich de mille ans ». Au fil des pages, revient d'ailleurs un leitmotiv qui était déjà omniprésent dans le premier livre du même auteur : comment connaître l'intime conviction des sujets d'une dictature quand la moindre expression divergente peut envoyer au camp de concentration, quand la dénonciation devient un mode de régulation des conflits privés, et quand avoir refusé de crier « Heil Hitler ! » conduit à coup entre les griffes de la Gestapo ?

Pouvait-on résister au Troisième Reich, et comment ? C'est à quoi s'attache la seconde partie du livre, en analysant le comportement des institutions (les partis politiques, les syndicats, l'Église, l'armée, l'Université), celui des groupes (les jeunes, les femmes, les catholiques, etc.) et enfin, celui des individus qui n'approuvaient pas le régime. Pour étudier ce dernier champ, rarement évoqué, même dans les livres centrés sur la résistance à Hitler, François Roux procède méthodiquement, attitude par attitude, passant de l'« émigration intérieure » à l'exil, du refus de coopérer au sabotage, et de l'aide aux persécutés aux attentats, sans oublier de remettre à leur place ces pseudo-résistants que furent les évêques ou les officiers du 20 juillet 1944, ni de rendre justice aux éternels oubliés de l'histoire académique : déserteurs,

délinquants, jeunes marginaux, Témoins de Jehova, ainsi qu'aux innombrables anonymes que rien ne prédestinait à devenir des héros...

L'ouvrage s'achève par un retour à la question initiale : la même catastrophe pourrait-elle recommencer et, surtout, comment l'empêcher ? Sans dévoiler l'argumentaire des derniers chapitres ni leurs conclusions, on peut citer un passage du texte parmi ceux qui font le lien entre passé et présent : « La bataille contre les nazis était virtuellement perdue dès le début de la crise économique, quand les gouvernements de droite successifs ont pu mener une politique ultraréactionnaire sans provoquer de riposte efficace des travailleurs. En faisant passer leurs querelles avant la lutte contre l'aggravation vertigineuse des inégalités sociales, les partis de gauche ont détourné la révolte de ceux qu'ils étaient censés représenter et qui leur faisaient confiance. Les militants socialistes et communistes ont été réduits à l'impuissance par les choix politiques de leurs directions et ces choix ont été possibles parce que ces directions échappaient au contrôle de leurs mandants. »

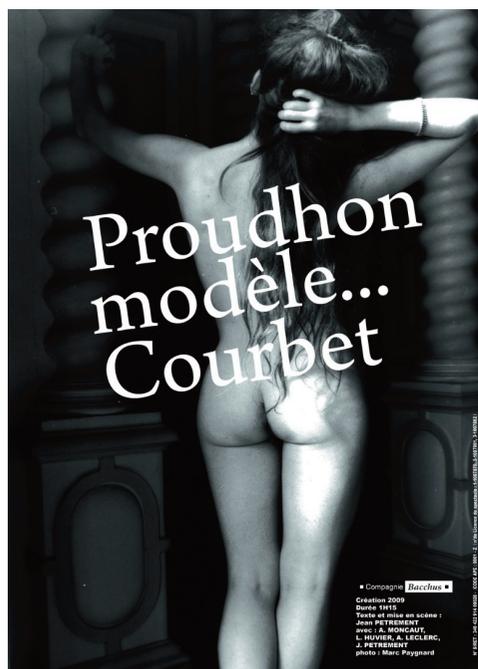
Macnovic



François Roux, *Auriez-vous crié « Heil Hitler » ? Soumission et résistances au nazisme : l'Allemagne vue d'en bas (1918-1946)*, Max Milo, 2011, 893 pages. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75 011 Paris.

Théâtre à Ornans

Proudhon rencontre Courbet



QUAND LE RIDEAU SE LÈVE, nous pénétrons dans l'atelier de Gustave Courbet, probablement aux alentours de 1855, alors qu'après avoir fréquenté la bohème parisienne et peint ses premiers tableaux, des autoportraits au style romantique, il se retire à Ornans dans la vallée de la Loue (Doubs). C'est durant cette retraite dans son pays natal qu'il invente un nouveau style: le réalisme. On le surprend avec Jenny, qu'il a emmenée avec lui en exil, et qui lui sert de modèle pour la figure centrale du tableau qu'il réalise sous nos yeux, *L'Atelier du peintre*. Tandis que Jenny s'impatiente et se «les gèle», Gustave tente de la réchauffer par la manière douce. C'est ce moment que choisit Pierre-Joseph Proudhon, franc-comtois, également venu visiter son ami, pour pénétrer dans l'atelier. Jenny, refroidie par l'aspect rigide de l'intellectuel philosophe, en profite pour aller s'aérer et laisse les deux amis entre eux. S'ensuit un échange pas piqué des vers entre le théoricien de l'anarchie et l'artiste, qui essaye de lui expliquer sa nouvelle vision de la peinture et notamment de *L'Atelier*. Courbet décrypte ainsi le tableau pour son ami: «Il s'agit d'une allégorie réelle déterminant une phase de sept années de ma vie artistique et morale. C'est le monde qui vient se faire peindre chez moi.» Et Courbet précise à Proudhon: «À droite, tous les actionnaires, c'est à dire les amis, les travailleurs, les amateurs du monde de l'art. À gauche, l'autre monde de la vie triviale, le peuple, la misère, la pauvreté, la richesse, les exploités, les exploités, les gens qui vivent de la mort.»

Proudhon aussi peu séduit par le tableau (sur lequel, au passage, il se reconnaît, ainsi que le «poète bourgeois décadent» Charles

Baudelaire dans la partie droite de l'œuvre), que par les explications que lui en fournit son ami, le juge léger et très peu politique. Une joute morale entre les deux hommes commence. Proudhon a du mal à comprendre et la démarche artistique de Courbet, et son acceptation des compromis pour vivre de son art. En effet, Courbet a l'intention de présenter, entre autres, *L'Atelier* au jury du salon de l'Exposition universelle de 1855. Comme le peintre est quasiment persuadé que le tableau sera refusé, il demande à Proudhon de l'aider à rédiger un manifeste sur sa conception politique et sociale de l'art, afin de réaliser un salon parallèle (aujourd'hui, on dirait «off»). Proudhon, peu convaincu, finit par céder au peintre qui, pour le laisser tranquille, disparaît. C'est alors que la belle Jenny, muse du barbouilleur social, revient dans l'atelier et essaye de «dérider» le philosophe en le provoquant. Proudhon le «misogyne» sort de ses gonds et expose à la malheureuse sa conception réductrice de la femme, y compris dans un monde libertaire... Revient alors Courbet, et les discussions théoriques peuvent reprendre de plus belle, jusqu'à ce qu'un ami braconnier du peintre débarque à son tour, comme un cheveu sur la soupe, avec un pâté de lapin plus que sûrement braconné, et un litre de mirabelle et là, la situation tourne au cocasse. L'alcool aidant, il devient de plus en plus difficile aux protagonistes d'expliquer, entre autres théories, celle du mutualisme au paysan qui, lorsqu'enfin il comprend le concept, se fout du philosophe en lui faisant remarquer que ça fait belle lurette que les fermiers

se partagent les tâches, par exemple au moment des foins... Et ainsi, au tout-venant...

Ce petit chef-d'œuvre de Jean Pétrement interprété par les acteurs de la Compagnie Bacchus basée à Besançon – compagnie qui avait eu la gentillesse d'accueillir dans ses locaux la Fédération anarchiste pour son congrès de 2010 – est un véritable régal. La pièce dure une heure et quart et nous entraîne, malheureusement trop rapidement, dans un changement de rythme qui fait qu'on n'a parfois pas le temps de réfléchir sur les propos essentiels échangés par le peintre et le philosophe. Mais qu'importe, car ce qui empêche de penser, c'est justement le plaisir et le rire provoqués par la rencontre saugrenue de ces quatre personnages dans un seul lieu. On aura bien le temps, rentré chez soi, d'aller fouiller dans l'univers des ces deux anarchistes aux conceptions et modes de vie si différents et représentant deux visages importants de l'anarchie. Si, hélas, alors que nous bouclons, *Proudhon modèle Courbet* ne se joue plus à Paris, la pièce sera de passage le jeudi 3 novembre au Théâtre musical de Besançon, le vendredi 20 janvier 2012 au centre culturel de Cabestany, le mardi 14 février au Théâtre des Feuillants, le 12 mai à Tomblaine, au festival «Aux Actes Citoyens», etc. Précipitez-vous! Pour tous renseignements: theatre.bacchus@wanadoo.fr.

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Cinquième vitrine de l'édition anarchiste de Florence

Du 7 au 9 octobre 2011 a eu lieu, à Florence, le cinquième salon du livre anarchiste, dans le théâtre Shasall, au bord de l'Arno. Cette vitrina est organisée tous les deux ans par le Cercle florentin libertaire et représente le plus gros salon de l'édition libertaire en Italie.

Une bonne trentaine de tables différentes disposées en arc de cercle, dont notamment celle de la Fédération anarchiste italienne (la plus impressionnante ! Trente mètres de tables !), le Cercle florentin libertaire, Eleutheria, Green Anarchy, Zero de condotta, etc.

Pour les tables françaises, étaient présents Alternative libertaire de Marseille, le Coquelicot de Toulouse, le CIRA de Marseille, et notre table composée d'ouvrages des Éditions du Monde libertaire, des Éditions libertaires, des journaux *Le Monde libertaire* et *Creuse-Citron*, le journal de la Creuse libertaire. Ainsi, avec Astrid de la liaison José-Fortuny de la Fédération anarchiste de Corrèze, nous avons pu constater l'intérêt important que portent les Italiens à l'édition libertaire et anarchiste française. Cela étant dû notamment au fait que beaucoup d'Italiens apprennent le français à l'école.

À noter également que beaucoup de personnes furent intéressées par les affiches de



la Fédération anarchiste dont nous disposions, ainsi que par les autocollants. Petite anecdote: nous avons eu la chance de pouvoir goûter du chianti fabriqué par la dernière compagne de Léo Ferré, élaboré entre Florence et Sienne, à San Donatello, où a vécu Léo Ferré. Cette vitrina fut animée, il y eut de nombreux débats, projections et concerts, en continu. Nous avons pu évoquer notamment les prochaines Rencontres internationales de l'anarchisme, qui se dérouleront à Saint-Imier, en Suisse, du 9 au 12 août 2012.

Ce sont donc plusieurs centaines de personnes qui se sont retrouvées à Florence, au

cœur de la Toscane, dans une ambiance grouillante, conviviale, culturelle, autogestionnée et anarchiste. Ce salon a démontré, une fois de plus, le dynamisme du mouvement anarchiste italien et sa variété.

Nul doute, vu son succès, que dans deux ans, il y aura une sixième vitrina.

Dernière anecdote pour la route: nous n'avons pu nous empêcher de passer à Carrare, au retour, pour voir les carrières de marbre blanc et où de nombreux anarchistes ont marqué l'histoire de cette ville.

Alayn Dropsy

Groupe Arthur-Lehning de la Fédération anarchiste

Pouy tombe dans le puits

J'AIME BIEN JEAN-BERNARD POUY. Ses bouquins, ses productions télévisuelles (*Suite noire*), son côté « provoc » – qui sait agacer l'ennemi de classe comme sa propre famille politique –, son anarchisme bien à lui et régulièrement affirmé (surtout quand on le colle dans un café face à une flic pseudo rebelle pour savoir qui payera l'addition...). Et quand il dit du mal de Léo Ferré, aussi. En revanche, il devrait sûrement s'abstenir de parler dans *L'Huma*, du moins d'y sortir des petites conneries, comme dans le récent numéro 20780 (en partie consacré à Georges Brassens, d'ailleurs – ou quand les cocos flirtent avec les anarchistes). Quand le journaliste le questionne un chouïa sur ses idées politiques, notre Jean-Bernard Pouy lui

répond du tac au tac: « Je suis libertaire, anar. » Jusque-là, vous en conviendrez bien volontiers, tout va bien; excepté cet horripilant mot qu'est « anar », qui rime avec « connard »: nous ne sommes pas des « anars », encore moins des « connards », merde, nous sommes des « anarchistes ». Bref, ça, on s'en cogne. C'est après que ça dérape. Non pas quand il déclare être parfois « allé voter » – ça, je m'en tamponne aussi –, mais quand il affirme se sentir « proche du Front de gauche ». Vous savez, cette organisation mi-figue mi-raisin, tenue d'une main de fer par le cardinal Mélenchon, ce type démagogique à l'extrême, pédant comme un BHL, faux comme un cul et autoritaire comme un kapo. Que des anarchistes se sentent proches de

certains types de gauche malgré des désaccords sensibles, pourquoi pas. Mais Mélenchon, merde! Ce mec, infantilisant à l'extrême, incarne l'antithèse de l'émancipation politique et sociale. Bref, on en fera pas tout un plat, juste un petit billet d'humeur au sujet d'une petite déception. Il fera sans doute plaisir aux rouges, leur vendra peut-être deux ou trois polars, mais, moi, le Jibé que je préfère, c'est celui qui se pointait jadis à des rassemblements trotskistes avec un tee-shirt « Cronstadt 21 ». Sans rancune.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste



Quelques rendez-vous à ne pas manquer

Jeudi 3 novembre

Chronique hebdo (10 heures) Marc Havet et Jean Claude Mérillon sont les invités pour leur spectacle *Magique Story* qui aura lieu les 11 et 12 novembre. Histoire des Cabarets, amour de la chanson, y a-t-il encore des chansonniers ?

Cinéma en free style (19 h 30) Invité : Jean-Henri Meunier.

Vendredi 4 novembre

Les oreilles libres (14 h 30) Saule Suleimenova, artiste contemporain du Kazakhstan, pour une première exposition à Paris. Nous évoquerons la situation dans son pays.

Sortir du colonialisme (16 heures) Le Cameroun, cas d'école de la Françafrique, avec Augusta Epanya de l'UPC. Chronique anticoloniale et chronique des Amériques.

Muzar (22 h 30) Sexe et convenances, un autre regard. Avec Pascal Vanhoecke et les artistes de l'exposition collective *Sexe et convenances III*.

Samedi 5 novembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) La sociologie des cons.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Squat, la ville est à nous*. Documentaire long-métrage de Christophe Coello. « *Les riches créent de la*

pauvreté, les pauvres créent de la richesse » : *Squat* illustre parfaitement cette vérité.

Bulles noires (17 heures) Avec Gilbert Laporte, pour *Carroge* (éditions Galodé).

Longtemps, je me suis couché de bonne heure (19 heures) Thierry Stremmer, auteur-compositeur-interprète, pour son album *Rio* (disques Daunay) ; et Reza Serkanian, réalisateur, pour son long métrage *Noces éphémères*.

Orpheus antissa, les jardins d'Orphée (21 heures) Les deux co-auteurs d'un essai *Mythe de la vie d'artiste*, avec Henry-Pierre Judy, sociologue, Maria Claudia Galera, anthropologue, et Michel Fontaine, artiste de Belleville.

Dimanche 6 novembre

Chants/Contrechamps (15 h 30) Chansons : Allain Leprest, Yves Jamait « Saison 4 », Didier Wampas *Taisez-moi*, Alain Bashung.

Lundi 7 novembre

Ondes de choc (14 h 30) Nicole Gros au Théâtre du Nord-Ouest pour *Algérie 1956* (Manuel Pratt).

Trous noirs (16 heures) Fukushima, avec deux membres de l'association indépendante Crirad, Roland Desbordes, son président, et Guillaume, militant anarchiste.

Mardi 8 novembre

Paroles d'associations (19 h 30) La situation des cinéastes iraniens dans leur pays avec Reza Serkanian à l'occasion de la sortie de son film *Noces éphémères* ainsi que Chantal Richard, coprésidente de la Société des réalisateurs de films.

Mercredi 9 novembre

Blues en liberté (10 h 30) Black Ace.

Femmes libres (18 h 30) Fondé en 1982 par Carole Roussopoulos, Delphine Seyrig et Ioana Wieder, le Centre audiovisuel Simone de Beauvoir a pour mission de recenser tous les documents audiovisuels sur les droits, les luttes, l'art et la création des femmes, de les faire connaître et de les distribuer.

Jeudi 10 novembre

De rimes et de notes (12 heures) L'association Patrick Denis (sous réserve).

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Les monuments non-militaristes (50 ans de l'Union pacifiste).



Vendredi 4 novembre

Saint-Jean-en-Royans (26)

21 heures. Dans le cadre des 4^e rencontres libertaires, concert de soutien à l'Utobus, la médiathèque sociale itinérante de La Rue râlè avec le groupe Barrio Populo (rock festif : une déclaration d'amour à la nature, à la liberté, à une vie révoltée). PAF : 5 euro ou roulez deux dés et payez le prix, entrée gratuite en cas de double. Contact : laruerale@no-log.org

Rouen (76)

20 heures. Les débats du café libertaire : l'anti-électorisme. On boit un (petit) coup, et on discute... Librairie L'Insoumise.

Samedi 5 novembre

Saint-Jean-en-Royans (26)

10h-minuit. Dans le cadre des 4^e rencontres libertaires, le groupe La Rue râlè de la Fédération anarchiste vous invite à livre en résistance, un salon du livre social. Stands, éditeurs, auteurs (Jean-Pierre Levaray, Lou Marin, Jean Jullien), cantine autogérée « La Marmite » midi et soir, spectacle le soir à partir de 21 heures. Contact : laruerale@no-log.org

Paris (XI^e)

16h30. Céline Pessoa passe en concert et expose ses oeuvres à Publico. Vernissage ce même jour. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M^{os} Oberkampf, Filles-du-Calvaire ou République. Entrée libre et gratuite.

Dimanche 6 novembre

Saint-Jean-en-Royans (26)

10 heures. Dans le cadre des 4^e rencontres libertaires, le groupe La Rue râlè vous convie à un repas en résistance (végétarien/végétalien à prix libre) avec quelques éditeurs, amis et membres de La Rue râlè. RDV à 10 heures pour aider à la préparation, repas à partir de midi. Contact : laruerale@no-log.org

Vendredi 11 novembre

Gentioux (23)

11 heures. Rassemblement pacifiste et antimilitariste devant le monument aux morts pacifiste avec les discours des différentes organisations présentes (Libre Pensée, UPF, FA, etc.). Auberge

espagnole à partir de midi trente à la salle du Villard. Tables de presse libertaires.

Samedi 12 novembre

Saint-Jean-du-Gard (30)

18h30. Lecture mise en musique de *Putain d'usine* de Jean-Pierre Levaray par la Compagnie Action discrète. Suivie d'une discussion et d'un repas revigorant. À la bibliothèque-infokiosque, 152, Grand-Rue. Entrée libre.

Paris (XII^e)

15h30. La scène anarchiste allemande, de l'après-guerre à nos jours. Avec Maurice Shuhmann, militant anarchiste berlinois, cofondateur de la Société Max-Stirner et auteur d'une thèse de doctorat sur la comparaison du concept de l'individualité chez le Marquis de Sade, Max Stirner et Friedrich Nietzsche. À la Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert Planquette. M^{os} Blanche ou Abbesses.

Vendredi 18 novembre

Troyes (10)

20 heures. Conférence de l'UP3 : « Syndicalisme révolutionnaire » avec David Hamelin, directeur de structure associative dans le champ social et médico-social, militant de la CNT. Lieu : Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission, Troyes. Entrée libre. Contact : up.troyes@orange.fr

Samedi 19 novembre

Paris (XI^e)

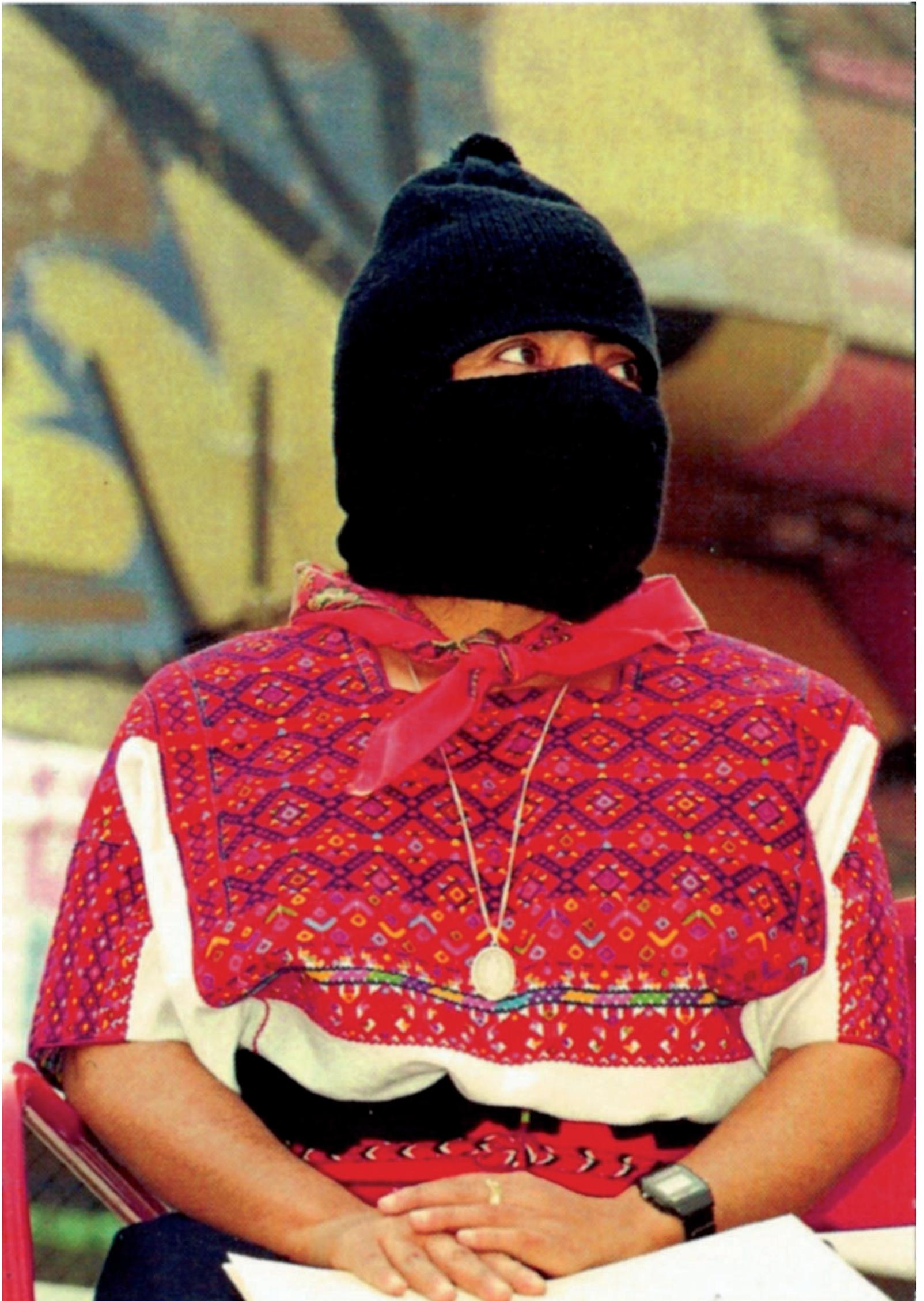
16h30. Projection du film *L'An prochain la révolution* de Frédéric Goldbronn. Le film entrecroise l'histoire de Maurice Rajfus et celle du cinéaste. Maurice Rajfus sera parmi nous pour une discussion. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M^{os} Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre.

Samedi 26 novembre

Rouen (76)

15 heures. Vidéo-débat : *Les jusqu'aux-boutistes de la lutte écolo* de Romain Bolzinger avec Alain Corrèa (Réseau Sortir du nucléaire et Stop EPR). À la librairie L'Insoumise.





Commandante Ramona (Ejercito zapatista de liberacion nacional)